



# CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Document de travail No. 251

## L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LES AUTRES FLUX NORD-SUD : COMPLÉMENTARITÉ OU SUBSTITUTION ?

par

Denis Cogneau et Sylvie Lambert

Realisé dans le cadre du programme de recherche:  
La Cohérence des politiques pour le développement

---



## DEVELOPMENT CENTRE WORKING PAPERS

This series of working papers is intended to disseminate the Development Centre's research findings rapidly among specialists in the field concerned. These papers are generally available in the original English or French, with a summary in the other language.

Comments on this paper would be welcome and should be sent to the OECD Development Centre, 2, rue André Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France; or to [dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org). Documents may be downloaded from: <http://www.oecd.org/dev/wp> or obtained via e-mail ([dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org)).



THE OPINIONS EXPRESSED AND ARGUMENTS EMPLOYED IN THIS DOCUMENT ARE THE SOLE RESPONSIBILITY OF THE AUTHORS AND DO NOT NECESSARILY REFLECT THOSE OF THE OECD OR OF THE GOVERNMENTS OF ITS MEMBER COUNTRIES

## CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DOCUMENTS DE TRAVAIL

Cette série de documents de travail a pour but de diffuser rapidement auprès des spécialistes dans les domaines concernés les résultats des travaux de recherche du Centre de développement. Ces documents ne sont disponibles que dans leur langue originale, anglais ou français ; un résumé du document est rédigé dans l'autre langue.

Tout commentaire relatif à ce document peut être adressé au Centre de développement de l'OCDE, 2, rue André Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France; ou à [dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org). Les documents peuvent être téléchargés à partir de: <http://www.oecd.org/dev/wp> ou obtenus via le mél ([dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org)).



LES IDÉES EXPRIMÉES ET LES ARGUMENTS AVANCÉS DANS CE DOCUMENT SONT CEUX DE S AUTEURS ET NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT CEUX DE L'OCDE OU DES GOUVERNEMENTS DE SES PAYS MEMBRES

Applications for permission to reproduce or translate all or part of this material should be made to:  
Head of Publications Service, OECD  
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	4
PRÉFACE .....	5
RÉSUMÉ.....	7
ABSTRACT .....	7
I. INTRODUCTION.....	8
II. VUE D'ENSEMBLE .....	12
III. AIDE ET INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGER (IDE) .....	16
IV. AIDE ET COMMERCE INTERNATIONAL.....	24
V. AIDE ET MIGRATIONS.....	27
VI. DES CAS D'INCOHÉRENCE MANIFESTE.....	29
VII. L'EFFICACITÉ DE L'AIDE ET LES AUTRES POLITIQUES.....	32
VIII. CONCLUSION.....	36
ANNEXE .....	39
BIBLIOGRAPHIE.....	41
AUTRES TITRES DANS LA SÉRIE/ OTHER TITLES IN THE SERIES.....	43

## REMERCIEMENTS

Le Centre de développement exprime ses remerciements au gouvernement de la France pour le soutien financier qu'il a apporté au projet qui a conduit à cette étude.

Les auteurs remercient Thierry Mayer pour son aide à propos des données d'équivalents tarifaires.

## PRÉFACE

Les pays membres de l'OCDE ont pris d'ambitieux engagements afin de mobiliser les ressources nécessaires pour combattre la pauvreté et promouvoir une croissance économique durable dans les pays en développement. Étant donné le montant de ces promesses de dons et compte tenu de la concurrence de la demande nationale pour de telles ressources, il n'est guère surprenant que les décideurs des pays donateurs commencent à accorder plus d'importance à des instruments autres que l'aide étrangère. Les politiques commerciales, la promotion des investissements directs à l'étranger (IDE) et les politiques migratoires font ainsi partie des instruments pouvant servir d'armes dans la guerre contre la pauvreté mondiale. Les décideurs politiques cherchent ainsi à savoir si un mélange optimal de ces leviers politiques associé à une aide étrangère intelligente, peuvent être plus efficaces pour atteindre les Objectifs de Développement pour le Millénaire que l'aide seule. Plus modestement, d'autres se demandent si ces politiques n'impliquent pas parfois des objectifs croisés/contraires (par exemple lorsque les barrières commerciales des pays riches annulent une partie des bénéfices de l'aide étrangère). Dans ce cas de figure, la recherche d'une plus grande cohérence des vecteurs politiques entre les pays membres de l'OCDE peut améliorer l'efficacité de l'ensemble des efforts de coopération en matière de développement.

Telles sont les questions posées par le projet « Cohérence des politiques » du Centre de développement de l'OCDE, qui étudie l'impact de l'aide, de l'investissement, des migrations et des politiques commerciales des pays membres de l'OCDE, ainsi que leurs interactions sur les pays en développement. Afin de répondre à ces interrogations, la première étape consiste à déterminer empiriquement la nature des flux associés à ces politiques, les flux dirigés vers les pays en développement se mesurant en fonction du montant des aides, des capitaux issus des investissements, des revenus de l'exportation, des migrants et de leurs transferts vers leurs pays d'origine. Ces flux, qui résultent en partie des décisions politiques prises par les pays membres de l'OCDE, sont-ils cohérents du point de vue de leur distribution à l'ensemble des pays en développement ? C'est la question à laquelle répondent Denis Cogneau et Sylvie Lambert dans ce document de travail qui réunit les informations d'une série de sources statistiques couvrant les trois dernières décennies.

Pour résumer, les auteurs constatent que cette aide est ciblée aux pays de manière progressive, c'est-à-dire que les pays aux revenus les plus faibles reçoivent un pourcentage de l'aide totale supérieur à la part qu'ils représentent dans la population totale des pays en développement. En outre, la progressivité de l'aide (l'aide multilatérale en particulier) ne cesse d'augmenter à travers le temps. Cependant, les auteurs constatent également que les autres flux mentionnés précédemment sont de moins en moins redistribués aux pays en développement. Par

exemple, les investissements directs à l'étranger continuent à être concentrés dans un petit nombre de pays en développement figurant parmi les pays aux revenus les plus élevés. L'attribution des transferts des migrants et des revenus de l'exportation semble suivre le même chemin. Les auteurs concluent finalement que l'aide étrangère compense généralement les rares autres flux financiers en direction des pays en développement.

De manière plus précise, ce constat peut constituer une preuve de la grande cohérence existant entre les politiques des pays membres de l'OCDE : l'aide étrangère compense les faibles flux de non aide provenant de l'OCDE. Envisagé de manière plus large, il met néanmoins en exergue une grande incohérence dans les politiques des pays de l'OCDE en termes d'impact sur le développement. En effet, s'il existe des complémentarités importantes entre certains déterminants politiques (par exemple lorsque l'aide étrangère rend les IDE plus productifs, ou encore lorsque l'aide peut promouvoir l'augmentation des exportations), par la suite la compensation des aides versées ne parvient pas à exploiter ces bénéfices. Dans ce cas, de nombreux pays (identifiés dans ce document de travail) finissent privés des bénéfices de la cohérence des politiques : ils reçoivent d'importants volumes d'aide mais peu d'autres flux complémentaires susceptibles d'accroître l'efficacité de la coopération pour le développement. Bien évidemment, comme le montrent les auteurs de ce document, il est difficile d'un point de vue méthodologique de démontrer l'existence et l'importance de telles complémentarités. Néanmoins, c'est là un des principaux objectifs de notre projet sur la Cohérence des politiques pour le développement, et il est à espérer que les résultats issus des activités en cours et futures pourront témoigner de la nature et de l'ampleur de ces complémentarités. Ainsi, l'étude de Cogneau et Lambert, en plus d'apporter la preuve empirique puis de faire l'analyse du spectre des flux de ressources provenant des pays de l'OCDE en direction des pays en développement, démontre la nécessité d'acquérir une meilleure information sur l'interaction entre les politiques qui touchent les pays en développement. Une information que notre projet ne manquera pas de fournir.

Louka T. Katseli  
Directrice  
Centre de développement de l'OCDE  
juin 2006

## RÉSUMÉ

Cet article s'inscrit dans une réflexion générale sur la cohérence des politiques suivies par les pays du nord dans leurs relations avec les pays du sud. Il s'interroge sur les interactions entre les politiques d'aide, les politiques commerciales, les investissements directs étrangers et les flux de migrations sud-nord. Pour l'essentiel, il est consacré à la question de savoir si l'aide est allouée à des pays qui bénéficient ou pâtissent des autres politiques considérées. Il apparaît que, dans un contexte de forte polarisation des échanges commerciaux et des flux de capitaux et de politiques migratoires biaisées en faveur du travail qualifié, l'aide publique au développement revêt de plus en plus un rôle de compensation des autres flux qui relient les pays développés et les pays en développement, alors même que son poids relatif et donc son pouvoir de compensation a diminué. Par ailleurs, cet article s'intéresse également à un deuxième aspect de la question, celui de l'impact des politiques menées dans les autres domaines sur l'efficacité du dollar d'aide à réduire la pauvreté. Cependant l'identification empirique de l'existence d'une complémentarité positive entre l'aide et les autres politiques du Nord apparaît comme particulièrement difficile.

## ABSTRACT

This paper studies interactions between aid and three other major North-South flows : international trade, FDI and migrations. It mainly focuses on the question of whether aid is allocated to countries that are benefiting from the other flows considered here or the reverse. It appears that aid allocation is increasingly compensatory, while its relative weight among other flows, and hence its compensatory power, has decreased over the past three decades. This paper also addresses whether policies carried out in the other dimensions affect the efficiency of a dollar of aid in terms of the poverty reduction. Nevertheless, it appears that the empirical identification of positive complementarities between aid and other policies is particularly difficult to reach.

## I. INTRODUCTION<sup>1</sup>

La cohérence entre l'aide publique au développement et les autres politiques des pays du Nord peut être envisagée selon plusieurs points de vue assez différents ; nous en distinguons au moins trois.

Premièrement, la cohérence entre les politiques peut être considérée du point de vue des stratégies des acteurs du Nord. On pourrait notamment se demander si, dans leur ensemble, les politiques concernant l'aide, le commerce, l'investissement et les migrations servent les « intérêts » des pays donateurs, ou de certains acteurs ou groupes sociaux au Nord. Dans cette perspective, compenser par des transferts d'aide la protection de certains secteurs d'activité au Nord constitue un exemple de cohérence ; les aides bilatérales ayant pour conséquence d'ouvrir des marchés pour les entreprises du pays donateur constituent un second exemple. Par ailleurs les stratégies des différents pays du Nord pouvant être concurrentes entre elles, les politiques bilatérales peuvent se révéler incohérentes au niveau multilatéral.

Deuxièmement, on peut interroger la cohérence de la distribution des différents flux résultant de l'action des pays du Nord, du point de vue de l'équité de la répartition du revenu international. Si l'on peut faire correspondre aux politiques autres que l'aide (commerce, investissement, migration) un transfert de revenu, négatif ou positif, explicite ou implicite, entre le Nord pris comme un bloc et les différents pays en développement, il est possible de comparer la répartition de ces différents transferts entre bénéficiaires (ou contributeurs). On peut alors examiner comment l'allocation de l'aide au développement modifie cette répartition des transferts entre pays du Nord et pays en développement, et si elle répond plutôt à une logique de compensation, ou plutôt à une logique de récompense et d'avantages cumulatifs.

Troisièmement et enfin, en prenant la question sous l'angle de la contribution au processus de développement, on peut s'intéresser à la façon dont l'aide influence l'impact des autres politiques sur le développement des pays. Par exemple, on peut penser que l'aide destinée à soutenir des pays souffrant de handicaps vis-à-vis de leur insertion dans le marché mondial est aussi un exemple de cohérence, mais d'une nature différente des précédents.

---

1. Ce document a été écrit dans le cadre du programme de recherche 5 du CEPREMAP et pour le compte du Centre de développement de l'OCDE, comme élément de réflexion dans son programme sur la cohérence des politiques, sous la direction de J.Dayton-Johnson. Denis Cogneau est affilié à IRD, DIAL, Paris : [cogneau@dial.prd.fr](mailto:cogneau@dial.prd.fr). Sylvie Lambert est affiliée à la Fédération Jourdan, LEA-INRA : [sylvie.lambert@ens.fr](mailto:sylvie.lambert@ens.fr).

Nous nous plaçons dans cet article du point de vue des pays récipiendaires de l'aide et nous nous intéressons principalement à la seconde définition de la cohérence : la qualité de la répartition des différents flux résultant de l'action agrégée des pays du Nord dans les domaines de l'aide, du commerce international, des investissements directs étrangers et des migrations.

Ainsi, tout en reconnaissant que des analyses s'intéressant aux motivations des donateurs (première définition) peuvent être fécondes, nous nous en abstrayons complètement en nous concentrant sur les conséquences des politiques du point de vue des pays en développement. Ce point de vue peut nous amener à souligner des incohérences entre l'aide et les autres politiques qui proviennent d'un processus tout à fait cohérent du point de vue de l'économie politique. Par ailleurs, nous traitons le « Nord » comme un bloc homogène et nous n'étudions pas la cohérence des politiques des pays de l'OCDE entre eux. Un diagnostic de cohérence distributive porté sur les flux agrégés résultant des politiques des pays de l'OCDE dans leur ensemble n'exclut pas que les actions individuelles d'un donateur d'aide particulier puissent présenter des incohérences spécifiques, et se trouver en incohérence avec le comportement des autres donateurs ou des bailleurs de fonds multilatéraux.

La question de la cohérence entre les contributions effectives des politiques au processus de développement (troisième définition) n'est abordée que partiellement, en dépit de son importance du point de vue des pays récipiendaires de l'aide. Au niveau global et agrégé qui est le nôtre, l'étude de cette question pose des problèmes analytiques tout à fait délicats, que nous reprenons dans la dernière section de cet article. En effet, les données internationales disponibles ne permettent pas d'explorer sérieusement les relations causales qui peuvent exister entre les différents flux, et entre ces flux et le développement. Or si dans certains contextes les politiques d'aide ne viennent pas uniquement compenser la faiblesse des flux d'IDE ou de commerce, mais influencent directement et négativement ces flux, une conclusion en terme de cohérence distributive (seconde définition) est susceptible d'entrer en conflit avec une cohérence en terme de développement (troisième définition). De la même manière, nous n'explorons pas directement l'impact de traités comme ceux de Lomé ou Cotonou qui concernent des pays récipiendaires d'aide à qui l'on confère également un accès commercial préférentiel à certains pays de l'OCDE et pour certains produits. Ces traités ne posent pas seulement une question de cohérence distributive quant à la qualité de la répartition entre pays des avantages concédés. Si par exemple certains avantages commerciaux préférentiels contribuent à enfermer les pays dans une spécialisation qui n'est pas soutenable en l'absence de ces accords, la compensation des dommages causés par leur érosion ou leur suppression peut impliquer une aide encore plus onéreuse que s'ils n'avaient jamais existé. Ici encore, la réponse à cette question nécessite une approche désagrégée qui n'est pas celle retenue dans cet article. Elle pourra être plus facilement abordée par des études de cas.

Enfin, le terme « politiques d'aide » recouvre en fait une réalité assez diverse, tant sur le plan des modalités financières (réduction de dette, aide budgétaire, aide-projet) que sur le plan des actions sectorielles (infrastructures, secteurs sociaux, biens publics mondiaux, etc.), et enfin implique une pluralité d'acteurs (bilatéraux, multilatéraux). Dès lors, l'analyse de l'aide agrégée n'épuise pas le sujet de la cohérence, car il conviendrait également de s'intéresser à l'articulation

des différentes composantes de l'aide entre elles. Ce sujet important pourrait également faire l'objet d'un examen détaillé dans des études de cas.

Finalement, la question que nous nous posons recouvre donc deux dimensions que nous traiterons séquentiellement. Premièrement, l'aide est-elle allouée à des pays qui bénéficient ou pâtissent des autres politiques considérées (commerce international, investissement direct étranger, migrations) : autrement dit, l'allocation de l'aide répond-elle à une logique de compensation ou de renforcement ? Deuxièmement, les politiques menées dans les autres domaines affectent-elles l'efficacité du dollar d'aide à réduire la pauvreté ? L'aide est-elle plus efficace dans un pays ayant un meilleur accès aux marchés du Nord ? Dans un pays qui reçoit plus de FDI ?

### **Les données disponibles et la caractérisation des politiques**

Étudier l'aide au développement du point de vue de la cohérence avec les autres politiques du Nord nécessite d'être capable d'identifier les politiques elles-mêmes et pas les résultats (lesquels dépendent en partie des interactions entre ces politiques, ce qui est justement la question à laquelle on s'intéresse). Or ceci est loin d'être aisé avec les données disponibles.

Le cas de la politique d'aide est le plus favorable, même s'il pose un grand nombre de questions de méthode. En utilisant les données du CAD de l'OCDE, nous avons choisi de considérer les engagements plutôt que les déboursements, qui offrent un meilleur reflet des décisions des donateurs. La différence entre les engagements et les déboursements reflète en effet deux phénomènes. D'une part, il se peut bien sûr que les pays donateurs ne tiennent pas leurs engagements, et si c'était la seule cause de l'écart entre les deux grandeurs, alors les déboursements effectifs seraient une meilleure mesure de la politique des donateurs que les engagements. Cependant, si les déboursements sont inférieurs aux engagements c'est également dû à l'insuffisante capacité d'absorption des pays récipiendaires de l'aide. La question des déterminants de la capacité d'absorption de l'aide des pays récipiendaires est très importante en elle-même et devrait probablement être placée au cœur des questionnements sur l'efficacité de l'aide. Nous discutons ce point dans la section VII.2. Pour le commerce comme pour les migrations, idéalement, on souhaiterait pouvoir chiffrer l'impact des quotas migratoires et des quotas d'importation en termes de pertes de recettes. On disposerait là de flux monétaires directement décidés par la politique des pays du Nord, pouvant être comparés aux flux d'aide.

Dans le cas du commerce international, l'alternative qui consiste à mesurer l'ouverture par (imports+ exports)/PIB n'est pas très satisfaisante en cela que ce « taux d'ouverture » n'a pas beaucoup de sens en termes de politique économique. Il ne résulte pas uniquement de la politique commerciale du Nord (de l'OCDE) à l'égard de ce pays, mais également du degré d'ouverture du pays en développement, de sa structure productive etc. De façon un peu moins insatisfaisante, on peut considérer le rapport exports/PIB en se restreignant aux exportations vers l'OCDE (données d'importation par partenaire des séries A de l'OCDE).

La base de données d'équivalents tarifaires MAcMap du CEPPI nous a permis de faire mieux en mesurant le degré d'ouverture des pays du Nord à l'égard des produits semi-transformés et transformés exportés par les pays récipiendaires d'aide (Bouët *et al.*, 2004). Un

choix similaire a été retenu par le Center for Global Development (CGD) pour sa notation de la performance des donateurs dans la dimension commerciale<sup>2</sup>.

Dans le cas des migrations internationales, nous avons été réduits à utiliser deux types de mesures : celle des flux de transferts reçus par les pays (données de balance des paiements, World Development Indicators, 2004), et celle des stocks d'expatriés vivant dans les pays de l'OCDE (données de recensement) provenant de la nouvelle base de données de l'OCDE (Dumont et Lemaître, 2004) et qui permet de calculer la fuite des cerveaux subie par les pays en développement. Nos indicateurs sont donc plus étendus que ceux du CGD qui ne considèrent que les flux de migrants, mais sont encore loin de mesurer précisément l'impact de la politique du Nord.

Enfin dans le cas des investissements directs étrangers, nous utilisons les flux d'IDE nets donnés par les balances des paiements des pays, dont l'interprétation en termes de politiques économique sera encore difficile. Les données qui permettent de trier l'origine de ces flux, en isolant en particulier les flux en provenance des pays de l'OCDE, ne sont pas assez représentatives des pays receveurs de l'aide (peu de pays africains notamment). Dans l'idéal on souhaiterait disposer d'indicateurs sur les assurances accordées aux investisseurs (vis-à-vis du risque d'expropriation par exemple) et plus généralement sur les incitations à investir créées par les pays du Nord pour chaque pays en développement. Le CGD considère ces aspects mais seulement du côté des pays du Nord et non pas de façon bilatérale.

---

2. <http://www.cgdev.org/rankingtherich/home.html>.

## II. VUE D'ENSEMBLE

Une première façon d'aborder la question de la cohérence des politiques d'aide et des politiques de commerce et d'investissements directs étrangers est de s'intéresser à la cohérence du point de vue de l'impact distributif des flux qui en découlent. C'est la question que se posent par exemple Bourguignon, Levin et Rosenblatt (2004). Ils s'interrogent en effet sur la façon dont les politiques internationales concernant l'aide, le commerce et les mouvements des facteurs affectent la distribution des revenus entre pays. Ils trouvent que l'aide et que les transferts des migrants ont un impact progressif sur cette distribution, mais que l'impact de l'aide n'est important que pour le premier décile de la distribution des revenus mondiaux. Ils soulignent également que cet impact de l'aide est en grande partie annulé par les pertes dues aux barrières commerciales auxquelles font face ces pays. Ils insistent donc sur une certaine incohérence entre les politiques du Nord.

Berthélemy et Tichit (2002) et Berthélemy (2004) montrent que les motivations des donateurs peuvent être de différentes sortes avec des implications différentes en termes distributifs. Ils distinguent en particulier un groupe de pays qui cherchent particulièrement à redistribuer du revenu par leurs politiques d'aide (logique compensatrice) d'un groupe de donateurs qui cherchent à favoriser ses partenaires commerciaux, répondant alors plutôt à une logique de récompense. Ainsi que le souligne l'article de Macdonald et Hoddinott (2004) pour le cas canadien, l'appartenance à un de ces groupes peut ne pas être stable dans le temps. Durant les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le Canada semble par exemple avoir orienté son aide de plus en plus en fonction d'une logique commerciale.

Dans cette section, nous présentons une vue d'ensemble des aspects distributifs des différentes politiques du Nord.

Le graphique 1 représente les courbes de concentration<sup>3</sup> des flux d'aide, d'IDE et du montant des exportations vers les pays de l'OCDE. Une courbe de concentration du nombre de migrants résidents dans les pays de l'OCDE est également présentée. On a préféré ici utiliser le nombre de migrants plutôt que les flux de transferts car cette dernière variable est disponible pour un nombre sensiblement moins important de pays (70 au lieu de 114). Sur ce graphique, les pays sont ordonnés par ordre décroissant des engagements d'aide à leur égard pour l'année 2000. Ce qui apparaît à l'examen de ces courbes est une concentration des investissements directs étrangers, des flux d'exportation et de migrants vers les pays de l'OCDE dans les pays qui sont les plus gros bénéficiaires d'aide. Cet état de fait est simplement le reflet d'un effet taille : les

---

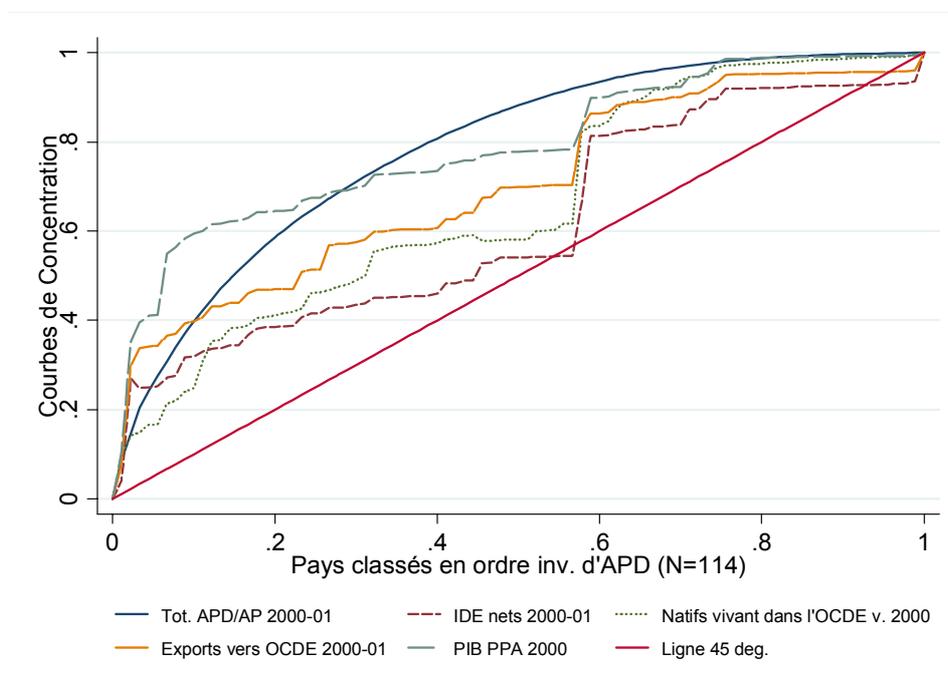
3. Voir encadré 1.

grands pays, l'Inde et la Chine en particulier, reçoivent beaucoup d'aide en volume absolu et sont aussi les pays qui accueillent le plus d'IDE, exportent le plus et envoient le plus de migrants. Il faut noter à cet égard que 20 pays reçoivent à eux seuls 60 pour cent de l'aide totale. Le décrochement que l'on peut observer au 60<sup>ième</sup> percentile de la distribution correspond à l'entrée de Mexico dans l'échantillon.

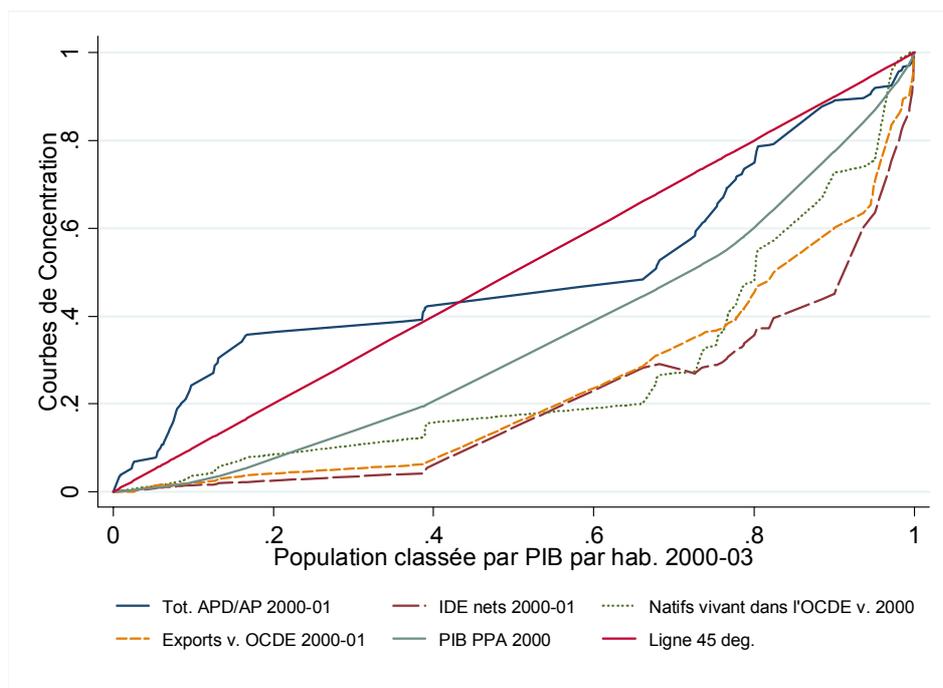
Pour corriger de cet effet taille, on peut représenter les courbes de concentration des mêmes variables en ayant ordonné la population mondiale par ordre croissant de PIB par tête (graphique 2). L'impact progressif de l'aide est alors très clair, alors que les autres flux représentés ici sont tous régressifs (courbes de concentration systématiquement sous la courbe du PIB). On voit aussi sur ce graphique que la distribution des IDE et celle des flux d'exportation sont très proches l'une de l'autre.

De simples corrélations suggèrent que l'aide a effectivement un impact progressif : si l'aide par tête n'est presque pas corrélée au PIB par tête (-0.07), la part de l'aide dans le PIB est par contre fortement négativement corrélée au PIB par tête (-0.52).

Graphique 1. Par un effet de taille globale, les pays qui reçoivent beaucoup d'aide sont aussi ceux qui reçoivent le plus d'IDE, qui exportent le plus vers l'OCDE et qui ont le plus de migrants établis dans l'OCDE.



Graphique 2. L'aide exerce une redistribution progressive des revenus par habitant, alors que les flux d'IDE, d'exports et les stocks de migrants sont distribués de manière régressive.



### Encadré 1. Courbe de concentration

Une courbe de concentration permet de représenter la façon dont une variable est distribuée dans une population ordonnée en fonction d'une variable, qui peut être différente de la variable d'intérêt (lorsque la variable d'intérêt et la variable de classement sont identiques, la courbe de concentration est alors la courbe de Lorenz). Un point de coordonnées  $(x,y)$  sur cette courbe représente la part  $y$  de la variable d'intérêt détenue par la part  $x$  de la population. Par exemple, dans le graphique 1, la population est constituée par les pays récipiendaires de l'aide. Ils sont classés par ordre inverse de la quantité d'aide reçue, autrement dit les pays recevant le plus d'aide sont à gauche sur l'axe des abscisses et ceux en recevant le moins sont à droite. La courbe de concentration de l'aide indique quelle est la part de l'aide totale reçue par les  $x$  pour cent de pays qui reçoivent le plus d'aide. Si l'aide était distribuée également entre les pays, cette courbe serait confondue avec la droite à  $45^\circ$  :  $x$  pour cent des pays recevraient  $x$  pour cent de l'aide. Plus la courbe de concentration se creuse par rapport à la droite à  $45^\circ$  (plus elle s'en éloigne par en dessous), plus la distribution de la variable d'intérêt est concentrée et régressive. Plus la courbe de concentration se gonfle par rapport à la droite à  $45^\circ$  (plus elle s'en éloigne par au dessus), plus la distribution de la variable est progressive. Quand on compare deux courbes de concentration qui ne se croisent pas, la plus haute est la plus progressive des deux.

### III. AIDE ET INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGER (IDE)

La période couverte par les données dont on dispose pour l'aide et les IDE débute dans les années 70. Comparer les flux d'aide et d'IDE vers 1970 est particulièrement pertinent pour deux raisons. D'une part, la pensée dominante en matière d'aide à cette période voit celle-ci comme une contribution aux investissements qui permettront le décollage économique des pays concernés (Thorbecke, 2000 ; Kanbur, 2003). D'autre part, les ordres de grandeurs sont très comparables. Quand on s'intéresse à la période la plus récente, la situation est radicalement différente : les IDE ont explosé (Roland-Holtz et Tarp, 2002) et la population récipiendaire de l'aide a changé à la suite de l'émergence, parmi les pays bénéficiaires, de la Chine dans les années 80 et des pays d'Europe de l'est, dans les années 90.

Les IDE dans les pays récipiendaires d'aide sont concentrés sur un très petit nombre de pays. En effet, les 10 pour cent de pays qui reçoivent le plus d'IDE absorbent 60 pour cent du total.

Le graphique 3 montre que cette concentration n'a pratiquement pas varié au cours du temps. L'aide entre pays est répartie de façon beaucoup plus régulière. Si on étudie la distribution des IDE par tête, on remarque qu'elle est moins concentrée que la distribution du montant d'IDE par pays.

Le graphique 4 présente les courbes de concentration des IDE par tête aux quatre périodes considérées. La variation au cours du temps est un peu plus marquée que lorsqu'on considère les IDE totaux, mais reste assez faible : il semble que les IDE soit plutôt un peu moins concentrés en fin de période qu'au début. Cela est en fait dû à l'émergence de la Chine comme pays d'accueil d'IDE massifs (voir ci après). Ce qui apparaît très clairement sur ce graphique est le caractère compensatoire de l'aide par rapport aux IDE. L'aide est en effet donnée plus fréquemment aux pays qui reçoivent le moins d'IDE par tête (les courbes de concentration de l'aide aux quatre périodes sont au dessus de la ligne à 45°, sauf pour le premier quintile dans les années 70).

Il est également informatif de pondérer la distribution des IDE par la population des pays concernés. On s'intéresse alors à la distribution des IDE parmi la population et non plus entre les pays. Le graphique 5 renseigne sur la concentration des IDE et de l'aide dans la population ordonnée par ordre croissant de niveau d'IDE par tête. On voit que selon ce critère également, les IDE sont très concentrés puisque environ 10 pour cent de la population reçoit 50 pour cent des IDE alors qu'à l'autre bout de la distribution 50 pour cent de la population reçoit seulement 10 pour cent des IDE. On constate également que si l'aide a été distribuée à peu près également entre populations pauvres en IDE et populations riches en IDE à chaque période, elle n'a pas eu

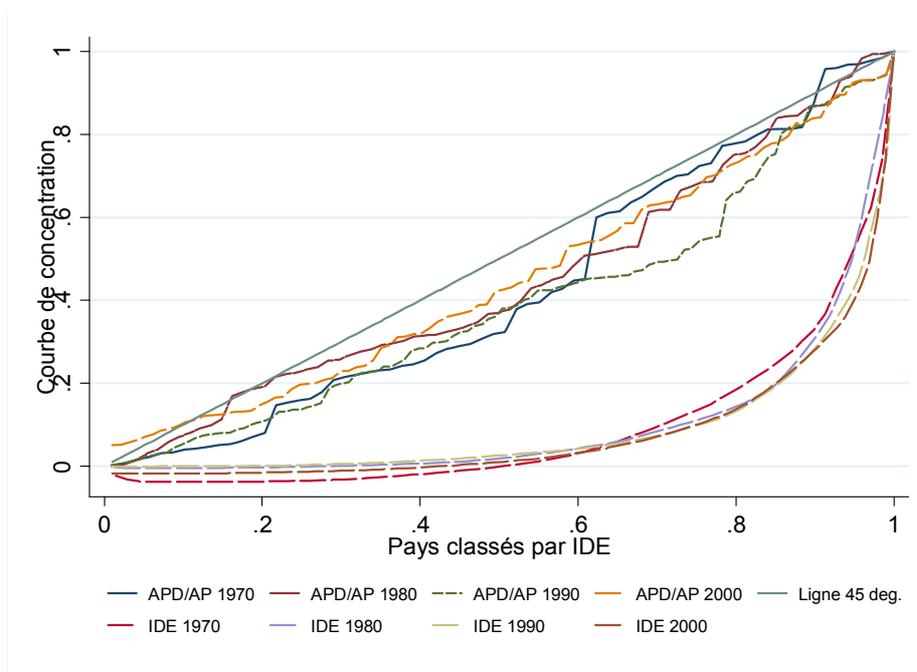
le même effet compensatoire que celui qu'on observe quand on regarde la distribution par pays. De plus, la capacité de l'aide à compenser les populations pauvres en IDE a décliné pendant la période.

Le graphique 6 montre plus clairement la décroissance de l'effet compensatoire de l'aide par rapport aux IDE dans les 30 dernières années. Il présente la différence entre la distribution des IDE et celle du flux total d'aide et d'IDE, les pays étant ordonnés par ordre croissant d'IDE par tête. Cette différence était maximale dans les années 70 et elle est à son minimum en 2000.

Si on ordonne la population par ordre croissant d'IDE par tête, les graphiques 7 à 10 montrent également que la distribution de l'aide compense de moins en moins le manque d'IDE au cours du temps. Au début de la période, pendant les années 70, la courbe de concentration de aide+IDE est bien au-dessus de la courbe des IDE seuls (graphique 7). La distance entre les deux courbes est nettement moindre dans les années 80 (graphique 8) et continue à décroître pendant la décennie suivante (graphiques 9 et 10). Ces graphiques montrent également l'évolution de la concentration des IDE. On observe que la courbe de concentration des IDE se rapproche de la droite à 45°, ce qui indique une distribution plutôt moins concentrée en 2000 que pendant la décennie 70. Cette évolution est partiellement due à l'inclusion déjà signalée de la Chine puis des pays d'Europe de l'est dans les bénéficiaires de l'aide pendant cette période.

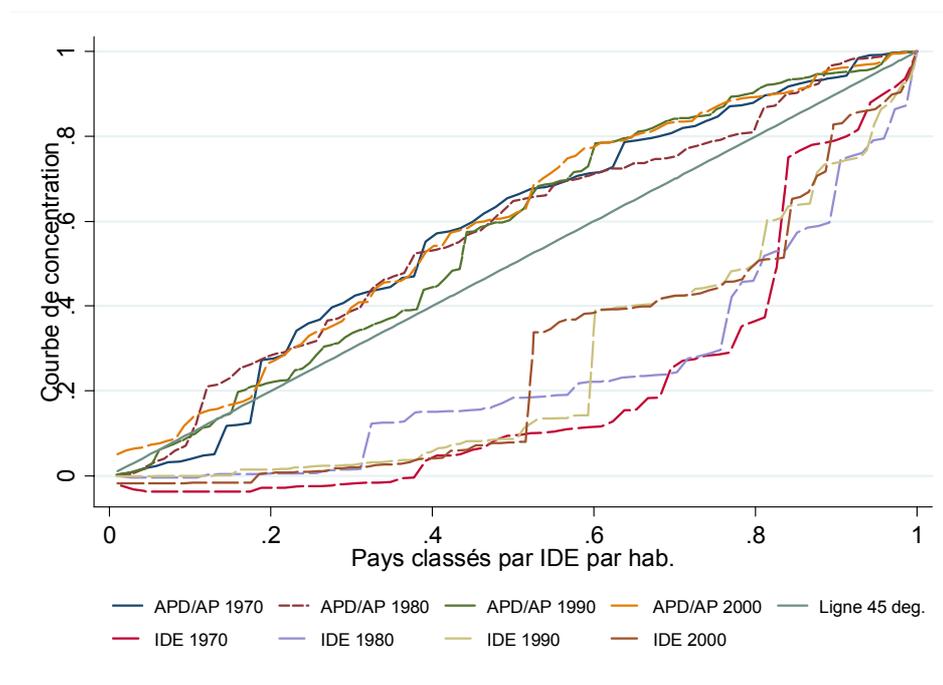
Du fait de la décroissance de l'effet compensatoire des flux d'aide par rapport aux flux d'IDE, alors que la distribution des flux totaux d'aide et d'investissements directs étrangers était relativement progressive par rapport à la distribution du PIB par tête dans les années 70, ce n'est plus le cas en 1990 (graphiques 11 et 13). En 2000, la distribution de ces flux est même régressive sauf pour le premier quintile (graphique 14). Sur toute la période, l'aide en tant que telle a été de plus en plus progressive (en particulier l'aide multilatérale). Cependant, elle a été insuffisante pour compenser l'évolution des montants d'IDE dont la distribution est restée polarisée sur toute la période. On peut noter la progression de la part de l'aide multilatérale, particulièrement progressive, dans l'aide totale. Dollar et Levin (2004) soulignent que cela correspond à une distribution de l'aide de plus en plus proche d'une distribution de l'aide sélective qui favorise les plus pauvres et ceux qui adoptent les « bonnes politiques ».

Graphique 3. Les IDE sont concentrés sur un petit groupe de pays (10 pour cent des pays reçoivent plus de 60 pour cent des IDE totaux). L'aide est beaucoup mieux répartie entre les pays.

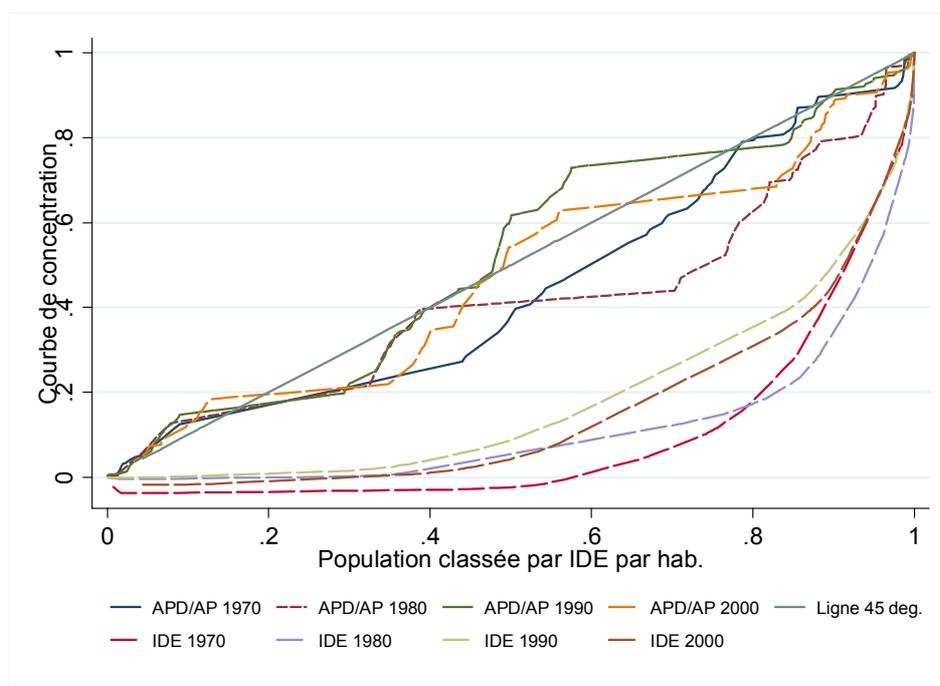


Graphique 4. Les IDE par tête sont mieux répartis que les IDE totaux.

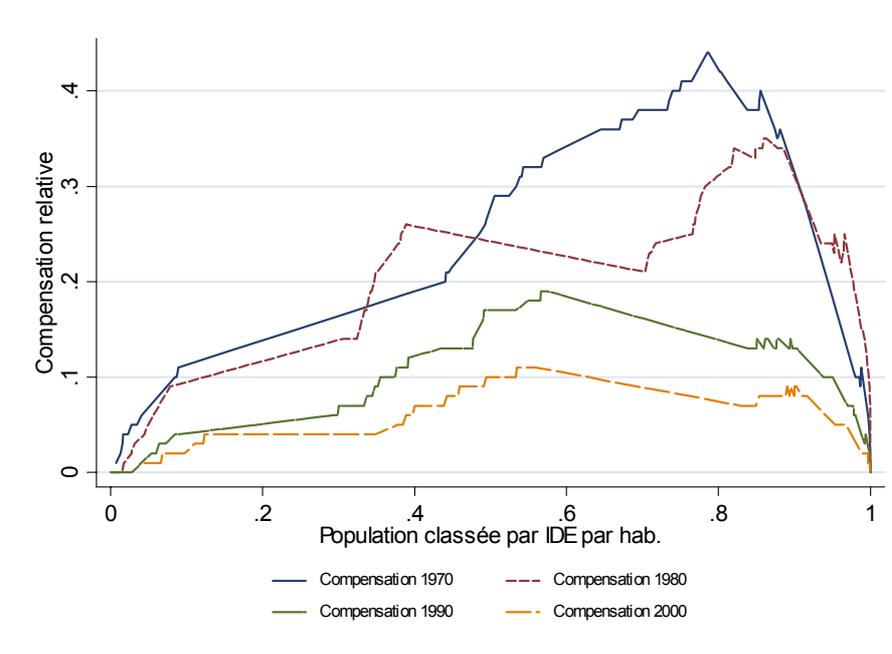
L'aide est plus souvent attribuée aux pays qui reçoivent le moins d'IDE par tête (la courbe de concentration correspondante se trouve au dessus de la droite à 45°).



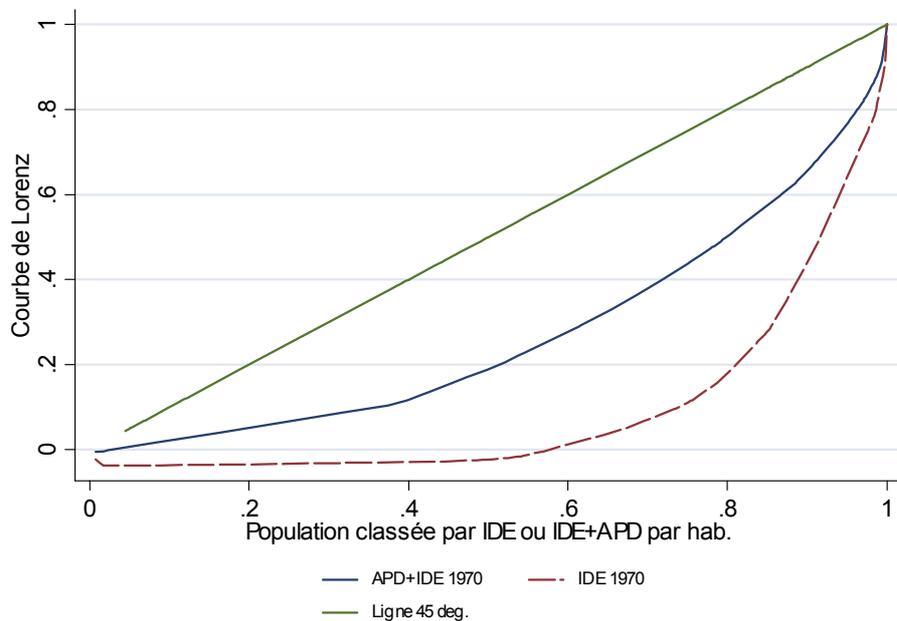
Graphique 5. Les IDE bénéficient seulement à un faible nombre d'individus (10 pour cent de la population reçoivent 50 pour cent des IDE alors que 50 pour cent en reçoivent 10 pour cent). L'aide est distribuée à peu près également entre populations riches en IDE et populations pauvres en IDE.



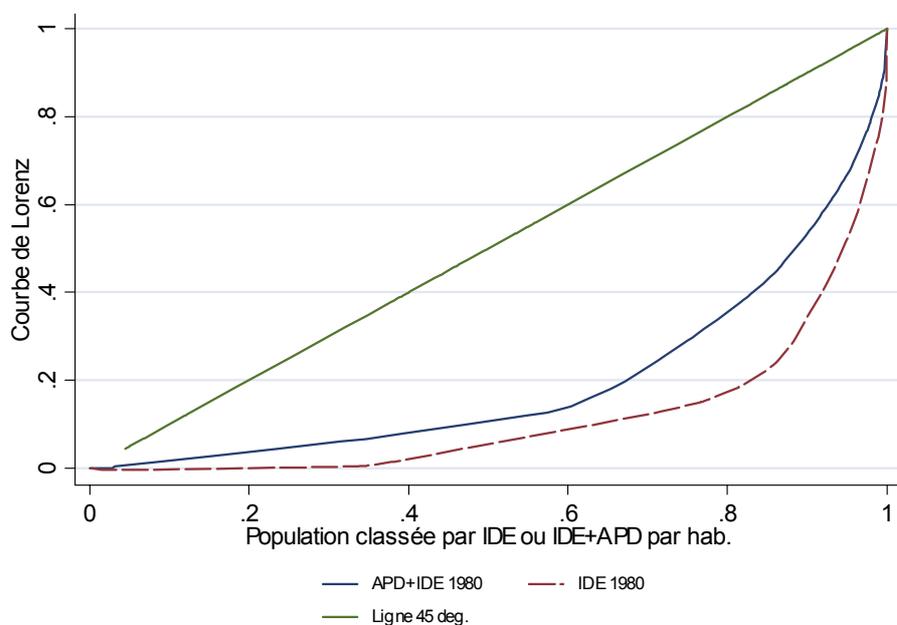
Graphique 6. L'aide compense mieux les pays pauvres en IDE dans les années 70 et 80 que par la suite. C'est vrai en particulier pour le 4<sup>ème</sup> quintile de la distribution (différence entre les parts de aide +IDE et celles d'IDE).



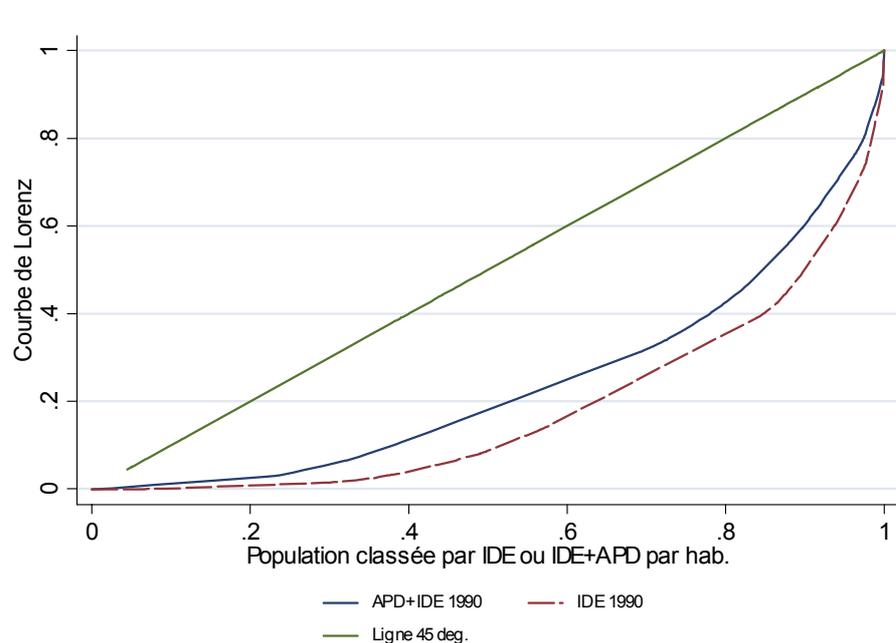
Graphique 7. Années 70 : L'aide compense le manque d'IDE (la Chine, l'Union Soviétique et UE ne font pas partie des récipiendaires de l'aide).



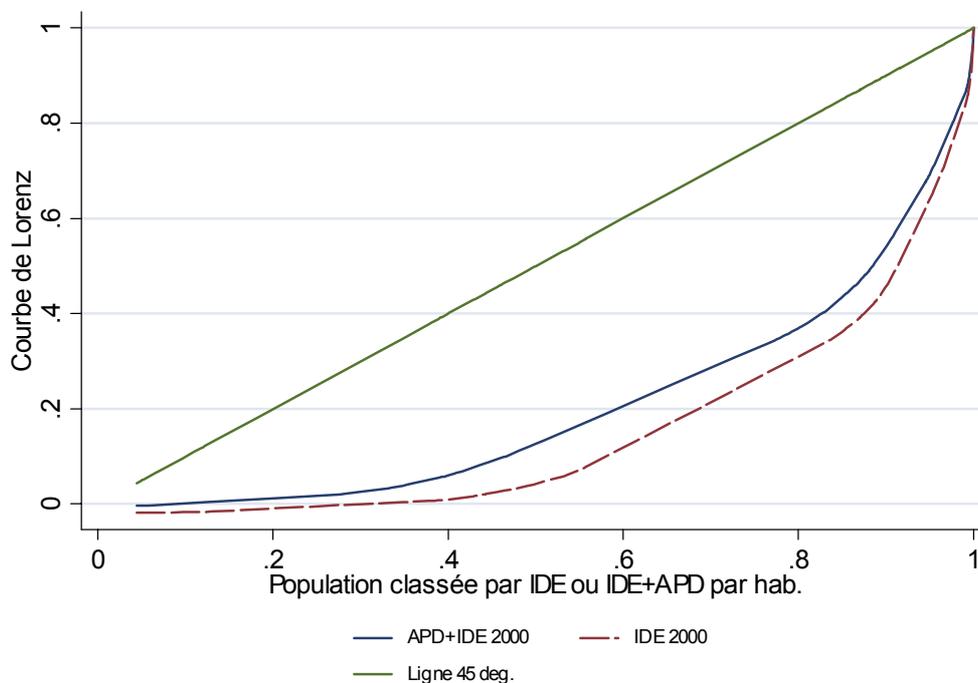
Graphique 8. Années 80 : l'aide compense déjà moins (l'Union soviétique et l'UE ne font pas partie des récipiendaires de l'aide)



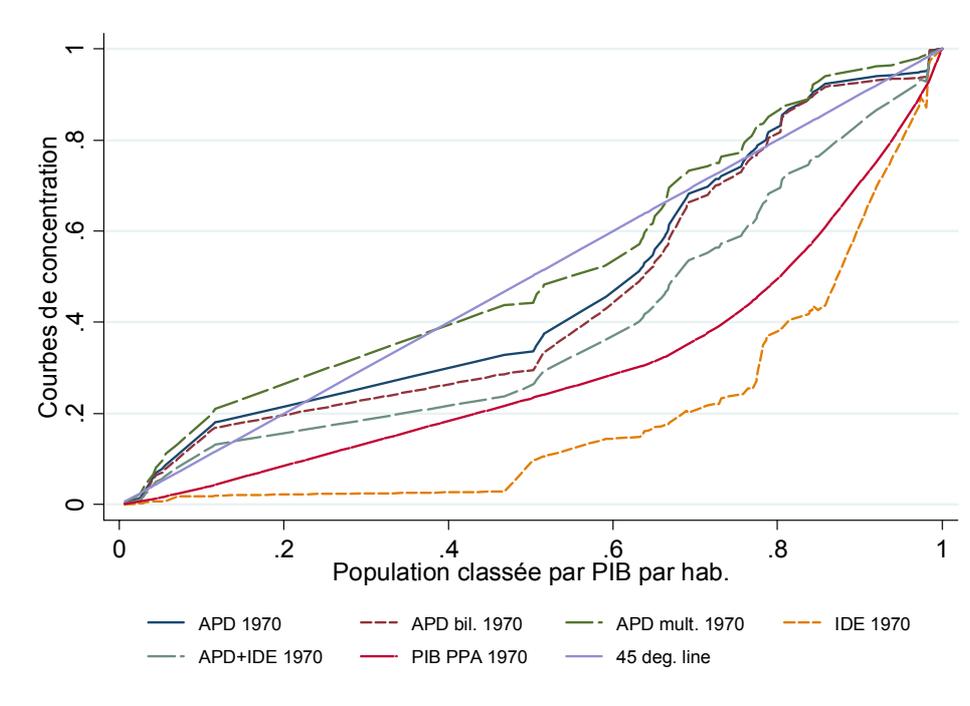
Graphique 9. Années 90 : La capacité compensatrice de l'aide continue à décroître



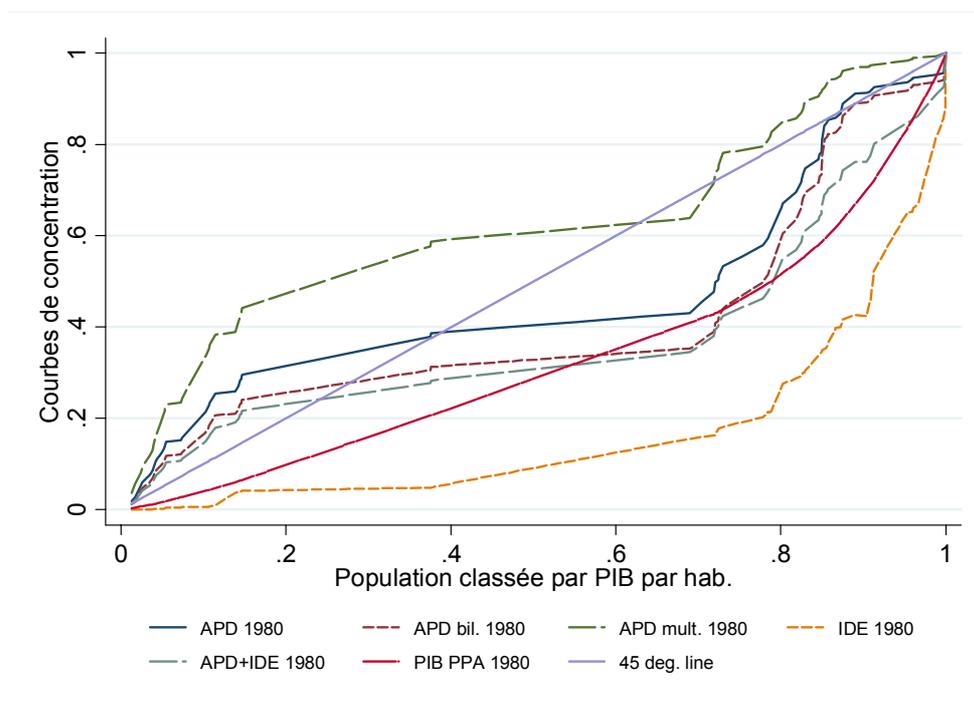
Graphique 10. Années 2000 : La capacité compensatrice de l'aide présente les mêmes caractéristiques que dans les années 90.



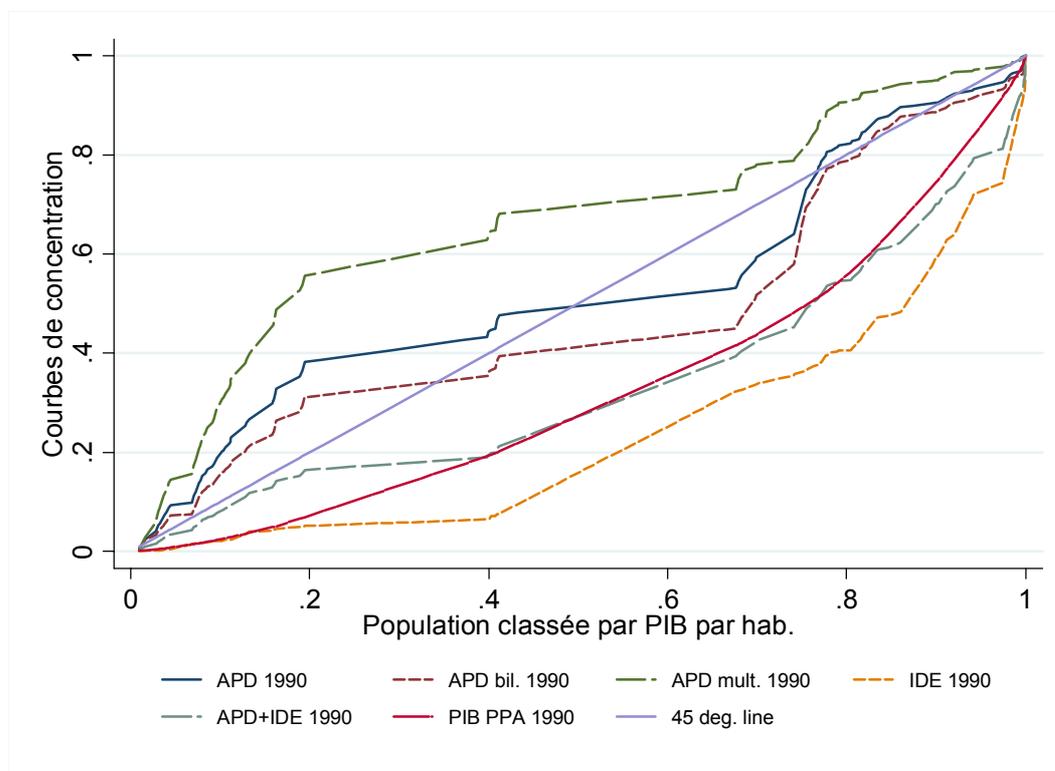
Graphique 11. Années 70 : La somme Aide + IDE est progressive par rapport à la distribution du PIB par tête.



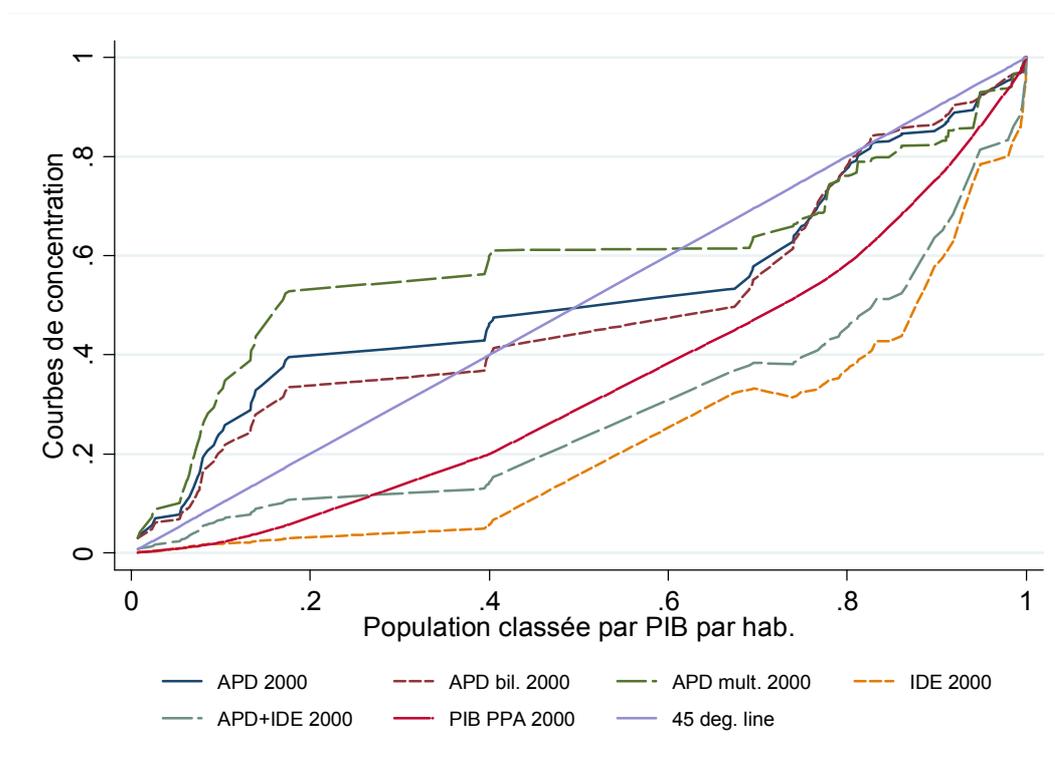
Graphique 12. Années 80 : La somme Aide +IDE est toujours un peu progressive, alors que l'aide seule l'est beaucoup plus.



Graphique 13. Années 90 : L'aide ne suffit plus à compenser la concentration des IDE, alors même que sa progressivité continue à augmenter.



Graphique 14. 2000-2002 : La situation est similaire à celle des années 90.



## IV. AIDE ET COMMERCE INTERNATIONAL

La littérature existante concernant les liens entre l'allocation de l'aide et les politiques commerciales du Nord évoque la nécessité de compenser les pays pauvres perdants de la libéralisation des échanges, en particulier à court terme. Morrissey (2000) discute par exemple le fait que beaucoup de pays à bas revenu seront perdants à la suite de la mise en œuvre de l'Uruguay round et qu'il faudra utiliser l'aide pour les compenser.

Concernant ce sujet, la section II discutait seulement les montants des exportations vers les pays de l'OCDE. On peut se rapprocher d'une mesure des politiques en utilisant une variable qui mesure la protection douanière à laquelle se heurtent les pays en développement sur les marchés de l'OCDE. Nous avons construit cette variable à partir de la base de données MAcMap du CEPII, qui calcule à un niveau très fin de désagrégation sectorielle, pour les produits transformés ou semi-transformés, les équivalents tarifaires de la protection comprenant les tarifs douaniers, l'impact des accords préférentiels et les barrières non-tarifaires (Bouët *et al*, 2002). Pour chaque pays receveur d'aide, ces équivalents tarifaires par produits ont été pondérés par la structure de ses exportations vers l'OCDE au début des années 2000<sup>4</sup>. Nous avons également calculé l'équivalent tarifaire moyen supporté par les concurrents de chaque pays sur les marchés de l'OCDE, afin de pouvoir comparer les niveaux de protection (ou d'exemption) d'un pays donné avec celui de ses concurrents.

Le graphique 15 montre que si ces politiques ont un impact distributif, il est au mieux neutre. Il est même un peu régressif sur certains segments de la distribution. Si on classe la population par ordre croissant de PIB par tête, la courbe de concentration des droits de douane payés par les pays du Sud aux pays de l'OCDE s'écarte de celle des exportations d'une façon qui indique que le taux de prélèvement sur le revenu dû à ces taxes est plus important pour les pays dont le revenu par tête se situe à des niveaux intermédiaires. Les 10 premiers pour cent de la population sont très peu taxés, mais c'est essentiellement dû au fait qu'ils n'exportent presque rien.

Ainsi si on analyse ces droits de douane comme un prélèvement à redistribuer, ils semblent plutôt neutres ou régressifs. Il ne faut probablement pas en tirer de conclusion hâtive sur l'impact qu'aurait en dynamique la suppression de ces droits de douane, cet effet dynamique étant fortement dépendant de l'élasticité des exportations de chacun.

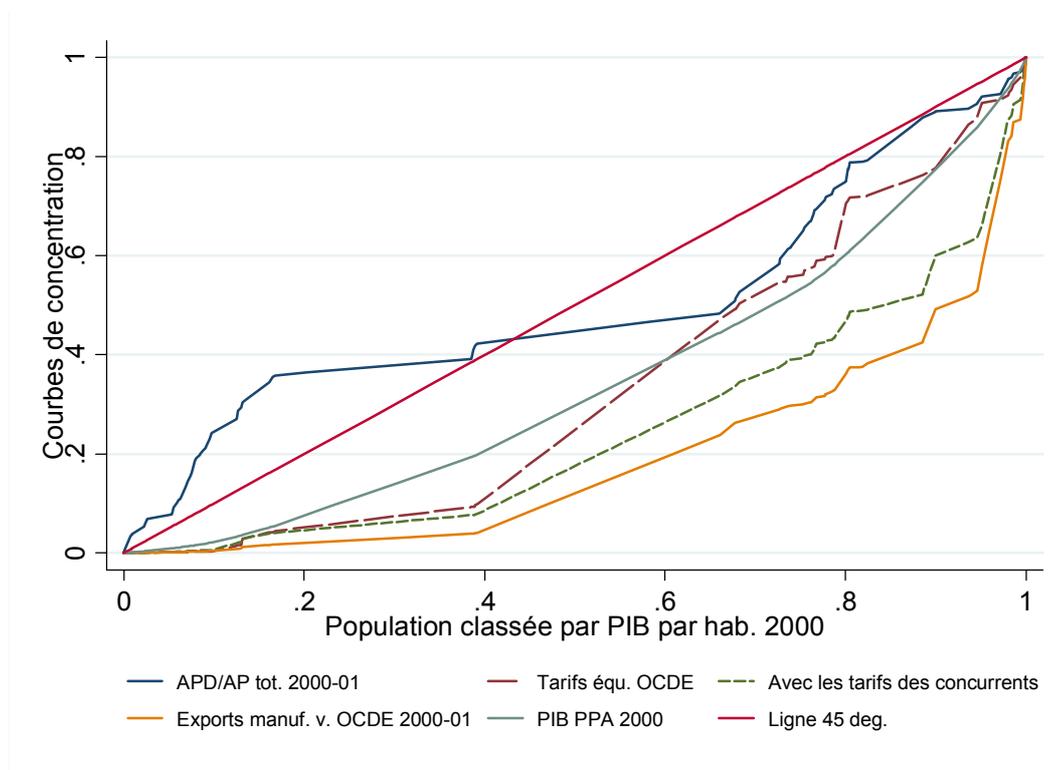
---

4. Ce type de pondération pose un problème évident d'endogénéité qu'il est néanmoins difficile de résoudre. Les données de production plutôt que d'exportation sont par ailleurs trop lacunaires pour être utilisées.

Ici encore on note que l'aide est plutôt compensatrice : les flux d'aide sont dirigés plus souvent vers les populations avec un revenu par tête faible, alors que les flux d'exportations sont moins souvent le fait de ces populations. Cependant, la progressivité de l'aide ne peut pas prétendre compenser réellement le caractère régressif des flux d'exportations car les montants en jeu ne sont absolument pas comparables. Ces différences de montants expliquent peut-être en partie que les effets de l'aide spécifiquement destinée à améliorer les perspectives commerciales des pays en développement (Aid for trade) ne sont absolument pas apparents dans ces données agrégées.

Ce graphique fait donc apparaître que les populations du milieu de la distribution des revenus par tête sont particulièrement défavorisées par la politique commerciale de l'OCDE. D'autre part, ces populations ne bénéficient pas non plus de flux d'aide particulièrement intenses : c'est en effet le segment de la courbe de concentration de l'aide qui passe sous la droite à 45° et se rapproche fortement de la courbe de concentration du revenu par tête. Cette configuration de la distribution des flux d'aide et de droits de douane est en fait le reflet de la situation de la Chine qui occupe l'intégralité du troisième quintile de la distribution de la population : c'est un pays dont les exportations sont particulièrement taxées par l'OCDE et qui reçoit relativement peu d'aide.

Graphique 15. Exportations manufacturées vers l'OCDE et équivalents tarifaires imposés par l'OCDE



On peut se demander dans quelle mesure les préférences tarifaires dont bénéficient un certain nombre de pays contribuent au fait que la courbe de concentration des droits de douane perçus par l'OCDE ne fasse pas apparaître de progressivité. Si on trace la courbe de concentration des droits de douane qui auraient été payés par chacun si, avec la même structure commerciale, ils avaient été soumis aux droits de douane auxquels font face leurs concurrents, on obtient une courbe qui se situe entre la courbe de concentration des exports et celle des droits de douane effectifs. Cela indique que les droits de douane effectifs sont plus régressifs, sauf pour le premier décile de la distribution, que ne le seraient des droits de douane uniformes. Cela est essentiellement dû à l'impact de NAFTA pour le Mexique et des accords avec les pays d'Europe de l'Est maintenant membres de l'Union Européenne. Ces pays qui sont dans la partie haute de la distribution des revenus par tête parmi les bénéficiaires de l'aide, bénéficient en effet de préférences commerciales particulièrement avantageuses.

Il faut noter enfin qu'exportations et IDE sont distribués de manière très semblable, ce qui traduit d'ailleurs la corrélation élevée observée (la corrélation entre le montant des exports rapporté au PIB et celui des IDE rapporté au PIB est de 0.59).

## V. AIDE ET MIGRATIONS

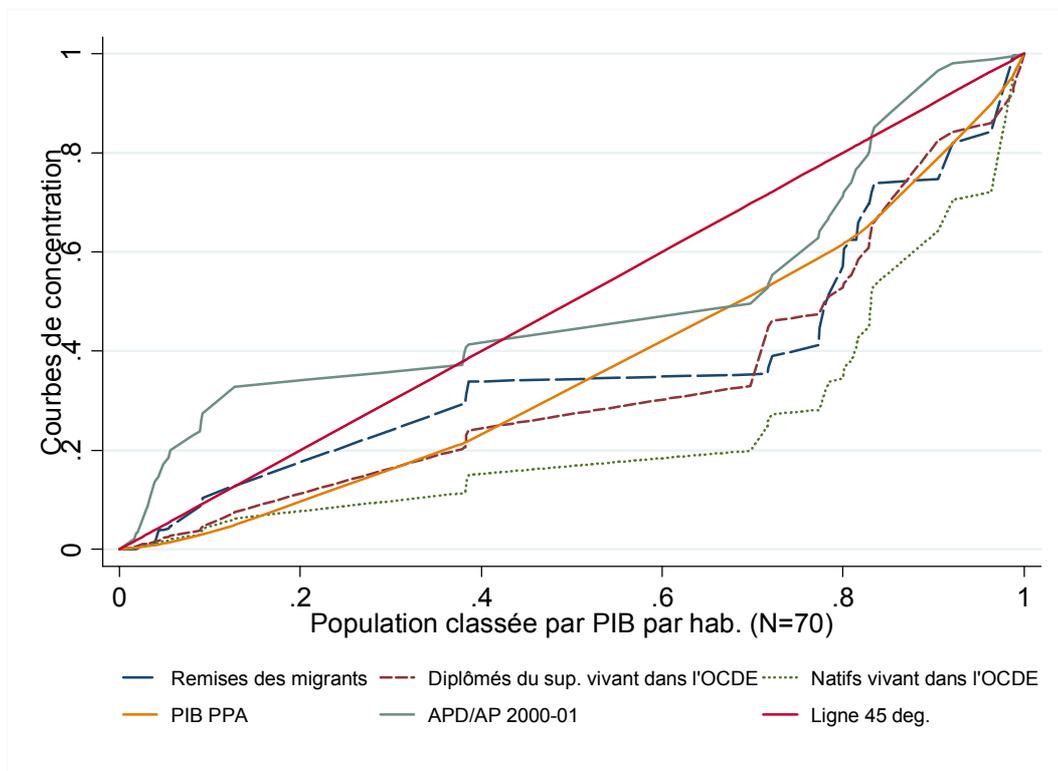
Les migrations ont deux dimensions : celle du flux de migrants eux-mêmes et celle du flux des remises. Dans la section II, nous avons présenté la concentration des flux de migrants. Nous présentons ici de façon plus précise l'impact distributif des migrations en regardant également les flux de transferts des migrants. En fait, pour apprécier réellement la cohérence des politiques de migration et des politiques d'aide, il faudrait des données dont nous ne disposons pas qui, par exemple, estimeraient l'impact des quotas migratoires sur le manque à gagner en termes de transferts.

La littérature comprend un certain nombre de discussions sur l'impact relatif des flux d'aide et des flux de transferts des migrants sur la pauvreté. L'argument développé par Rajan et Subramanian (2005) par exemple, suggère que les transferts ont un impact plus fort car ils arrivent directement dans la poche des ménages au lieu d'être, comme l'aide, dépensés inutilement en frais de gestion administratifs. Leur argument est fondé sur des résultats dont la validité ne peut qu'être contestée (voir section VII.2), mais il est assez largement répandu.

On peut affiner l'analyse en s'intéressant à la distribution de la fuite des cerveaux. Nous avons donc également tracé la courbe de concentration du nombre de diplômés du supérieur originaires des pays en développement et expatriés dans l'OCDE.

Le graphique 16 présente donc la distribution du revenu par tête, des transferts des travailleurs migrants, des migrants et des migrants diplômés du supérieur parmi la population ordonnée par niveau croissant de revenu par tête. Pour ce graphique, on utilise des données concernant seulement 70 pays, les données de transferts n'étant pas disponibles pour les autres. Il apparaît que les flux de transferts sont nettement plus progressifs que les stocks de migrants. Cela est dû à deux phénomènes. D'une part, les migrants originaires de pays pauvres envoient plus de transferts et d'autre part, ces pays souffrent également plus de la fuite des cerveaux. Il se peut que ces diplômés envoient relativement plus d'argent que les autres et contribuent ainsi à la progressivité de la courbe des transferts.

Graphique 16. Distribution des flux de transferts et des stocks d'expatriés en 2000.



## VI. DES CAS D'INCOHÉRENCE MANIFESTE

En dépit du bilan rassurant quant à la cohérence des politiques du Nord dressé ci-dessus, on peut repérer des incohérences manifestes en regardant en détail les indicateurs dont nous disposons pour l'aide, le commerce, les investissements directs étrangers et les migrations.

Les tableaux 1 et 2 présentent en effet pour quelques pays récipiendaires d'aide, classés par ordre croissant de la part de l'aide reçue dans leur PIB<sup>5</sup>, un certain nombre d'indicateurs des politiques du Nord à leur égard en 2000. Outre la part de l'aide dans le PIB, on trouve dans ce tableau leur PIB par habitant et la part de l'aide totale destinée à ce pays. Concernant la politique commerciale, nous avons reporté ici deux indicateurs : l'intensité de la protection tarifaire à leur rencontre mesurée par le taux de taxation (les équivalents tarifaires décrits dans la section IV) de leurs exports vers l'OCDE, et leur avantage ou désavantage tarifaire par rapport aux autres pays exportateurs des mêmes biens vers l'OCDE mesuré par la différence entre le taux de taxation du pays et le taux moyen imposé par l'OCDE aux exports des pays concurrents. Pour les migrations, nous avons également retenu deux indicateurs : d'une part, pour avoir une mesure de la fuite des cerveaux, le taux d'expatriation des individus ayant une éducation supérieure et d'autre part, le taux d'expatriation vers les pays de l'OCDE (rapport du stock d'expatriés à la population totale du pays d'origine). Enfin, la dernière colonne du tableau mesure les investissements directs étrangers par le flux d'investissement rapporté au PIB.

Dans le tableau 1 sont rassemblés les cas les plus notables d'incohérences entre politique d'aide et politiques commerciales. Il apparaît en effet que certains pays largement bénéficiaires de l'aide font face à des protections tarifaires particulièrement importantes. Qualifier ces situations d'incohérentes ne va pas de soi. En effet, on pourrait penser au contraire qu'il est cohérent de compenser les pays auxquels on ferme ses marchés. Du point de vue d'une politique d'aide au développement cependant, il semble clair qu'une telle combinaison de politiques revient à interdire aux pays les moyens de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de l'aide internationale. Il s'agit pour l'essentiel de pays spécialisés dans un petit nombre de produits d'exportation très taxés. De ce fait, des pays pauvres comme le Nicaragua ou le Honduras spécialisés dans les exportations de sucre bénéficient d'une aide par tête importante (qui représente respectivement 7.6 pour cent et 3.7 pour cent de leur PIB) mais sont taxés de façon exceptionnellement élevée (respectivement 8.9 et 10.8 pour cent, soit 4.5 et 6.9 point de plus que ce qu'ils payeraient s'ils étaient confrontés aux droits de douane moyen de leurs concurrents). Cette situation devrait cependant changer puisque l'Europe vient d'être mise en demeure par l'OMC de mettre fin à son système de quotas sucriers. Cela ne devrait par contre pas affecter

---

5. Un tableau plus complet est donné en annexe.

d'autres cas d'incohérence importante comme celui du Malawi, qui touche une aide internationale qui représente 4.9 pour cent de son PIB mais qui est confronté à un taux de taxation sur ses exports supérieur de 9 points à la moyenne de ses concurrents et qui atteint le taux de 11.5 pour cent.

L'autre dimension qui semble poser problème est celle de la fuite des cerveaux. Une telle situation peut être qualifiée d'incohérente au sens où le départ des qualifiés freine vraisemblablement les efforts de développement que l'on souhaite encourager avec l'aide. Dans le tableau 2 sont rassemblés les pays pour lesquels ce problème se pose de façon particulièrement cruciale. Ici encore, on trouve des pays très pauvres, grands récipiendaires d'aide, dont une proportion très importante des diplômés s'installe dans les pays de l'OCDE. Dans cette catégorie, on note en particulier le cas de la Guinée Bissau et du Mozambique. La Guinée Bissau, pour qui les flux d'aide représentent 8.4 pour cent du PIB connaît une fuite des cerveaux particulièrement effarante puisque 70.3 pour cent des diplômés de l'enseignement supérieur réside dans les pays de l'OCDE. Pour le Mozambique, ces chiffres sont respectivement de 5.7 pour cent du PIB et 47.1 pour cent de diplômés expatriés. La pauvreté de ces deux pays est telle que d'une part, l'économie a probablement une très faible capacité d'absorption des travailleurs très éduqués et que les incitations à fuir pour ceux qui le peuvent sont particulièrement fortes. Néanmoins, ces chiffres soulignent qu'un accueil accru de diplômés des pays en développement dans les pays de l'OCDE par le biais d'une politique de quotas par niveaux d'éducation risquerait d'accentuer cette contradiction entre les efforts d'aide et le prélèvement par le Nord des plus qualifiés.

**Tableau 1. Aide et barrières commerciales**

Pays	PIB par tête	Aide/PIB	Part de l'aide	Eq. tarifaire	Différentiel d'Eq. tarif.	Fuite cerveaux	Taux d'expat.	IDE/PIB
Inde	2653	0	3.2	5.2	2.5	3.1	0.2	0.1
Chine	3805	0	6.1	4.2	2.3	3.4	0.1	0.8
Guatemala	4264	0.4	0.4	12.1	8.3	11	4.2	0.7
Sri Lanka	3984	0.8	1.2	8.5	4.5	20.4	1.8	0.2
Salvador	4619	1	0.6	11.5	7.7	16.2	12.4	0.7
Jamaïque	3513	1.5	0.2	9.9	8.2	81.9	24.5	6
Honduras	2116	3.7	1.1	10.8	6.9	12.3	4.3	1.7
Malawi	796	4.9	0.8	11.5	9	17.9	0.1	0.2
Nicaragua	1915	7.6	1.5	8.9	4.5	15.2	4.4	2.1

Tableau 2. Aide et fuite des cerveaux

Pays	PIB par tête	Aide/PIB	Part de l'aide	Eq. tarifaire	Différentiel d'Eq. tarif.	Fuite cerveaux	Taux d'expat.	IDE/PIB
Jamaïque	3513	1.5	0.2	9.9	8.2	81.9	24.5	6
Kenya	1298	1.5	1.2	3	0	35.9	0.7	0.2
Ouganda	966	4.2	2	0.5	2.5	36.5	0.3	0.6
Mozambique	1097	5.7	2.3	3.9	1.6	47.1	0.4	1
Guinée-Bissau	635	8.4	0.1	0	3.5	70.3	2.3	0
Tanzanie	483	9.6	3.3	3.5	0.4	41.8	0.2	2.4

*Champ* : pays récipiendaires d'aide de plus d'1 million d'habitants

*Sources et définitions* :

PIB par tête : en 2000 : Penn World Tables 6.1

AIDE/PIB : engagements (moyenne 2000-2001) sur PIB : DAC OECD

Part de l'aide : Part du pays dans l'aide totale : DAC OECD

Eq. tarifaire : équivalent tarifaire de la protection de l'OCDE contre les exports du pays en 2000 : MAcMap CEPII

Diff. d'Eq. tarif. : Différence entre l'équivalent tarifaire de la protection contre le pays et le taux moyen de l'OCDE

Fuite cerveaux : taux d'expatriation vers l'OCDE des diplômés du supérieur vers 2000 : OECD

Taux d'expat. : taux d'expatriation vers l'OCDE, vers 2000 : OECD

IDE/PIB : Flux d'IDE nets (moyenne 2000-2001) sur PIB : WDI World Bank

## VII. L'EFFICACITÉ DE L'AIDE ET LES AUTRES POLITIQUES

### VII.1. Efficacité de l'aide et sélectivité

Après plusieurs années de « fatigue de l'aide » et de déclin quantitatif, l'aide publique au développement est aujourd'hui à un tournant. Les allègements de dette, accordés aux pays les plus pauvres par la plupart des bailleurs de fonds bilatéraux, et pour la première fois par les institutions de Bretton-Woods, la pression solennelle exercée par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et les différentes initiatives concernant les grandes maladies et surtout le SIDA, ont conduit à un « retour à l'aide » qui s'est traduit par un changement de pente de l'évolution des montants officiels, principalement à travers les allègements de dette.

Pendant les décennies 80 et 90, période du « consensus de Washington » autour de l'ajustement structurel, un grand nombre d'interrogations ont été soulevées concernant l'efficacité de l'aide au développement, venant justifier cette « fatigue de l'aide ». Les conclusions dominantes de cette période et la persistance de contraintes budgétaires chez les donateurs continuent de créer une forte tension en direction d'un accroissement de l'efficacité sans accroissement des montants déboursés. Par ailleurs l'échec relatif des politiques d'ajustement à relancer durablement la croissance dans de nombreux pays a conduit à réexaminer les principes de « conditionnalité » sur les politiques économiques et sociales qui gouvernaient l'attribution de prêts à taux aidés. Ces éléments ont conduit à l'élaboration d'un nouveau principe de « sélectivité » consistant à attribuer l'aide en fonction des « efforts » politiques et institutionnels effectués par les pays récipiendaires. Ce principe est d'ores et déjà intégré par la Banque Mondiale et par l'US Millenium Challenge Account. Il est également partiellement entériné par le rapport Sachs (Nations unies) qui préconise une forte augmentation de l'aide dans un ensemble de « pays pilotes » afin d'atteindre les OMD, même s'il est rappelé que la qualité du fonctionnement des institutions est aussi un problème de moyens et dépend donc, dans certains cas, de l'aide (UN Millenium Project, 2005).

L'idée de base est en effet que les efforts de « gouvernance » accroissent drastiquement l'efficacité de l'aide, cette efficacité étant nulle voire parfois négative dans certains pays particulièrement mal gérés (Banque mondiale, 1998 ; Burnside et Dollar, 2000). Dès lors le principe de sélectivité combine un critère d'éligibilité fondé sur le besoin d'aide avec un critère d'efficacité fondé sur la « gouvernance ». Conformément au nouvel impératif catégorique de réduction de la pauvreté (OMD), le besoin d'aide est mesuré par l'incidence de la pauvreté dans le pays, tandis que la qualité des institutions est mesurée par la synthèse de plusieurs « notes » évaluant la qualité des politiques économiques ou le « bon fonctionnement » des institutions (Collier et Dollar, 2001, 2002). Comme son nom l'indique, la sélectivité conduit à sélectionner les

pays récipiendaires parmi ceux qui ont à la fois des besoins importants et une « bonne gouvernance », ou à optimiser l'allocation de l'aide entre les pays en maximisant l'efficacité du dollar marginal d'aide à satisfaire les besoins, par exemple à réduire le nombre de pauvres au niveau mondial. La Banque Mondiale calcule par exemple le montant d'aide théorique à verser à un pays selon une formule combinant un critère de besoin, le PIB par habitant, et une note de « gouvernance », son *Country Policy and Institutional Assessment* (CPIA).

*Le principe de sélectivité pose deux problèmes majeurs.*

Premièrement la sélectivité peut paraître particulièrement injuste au regard des nouvelles approches de la justice en termes d'égalité des chances. Ces approches sont pourtant partiellement reconnues par la vision dominante des inégalités mondiales : personne ne défend que le fait d'être né au Liberia plutôt qu'en France ou même en Chine peut constituer la base d'une inégalité légitime. Or la sélectivité laisse subsister de grandes inégalités de risque de pauvreté entre les différents bénéficiaires de l'aide selon qu'ils sont nés dans des pays favorisés par les circonstances ou au contraire défavorisés par des handicaps géographiques et historiques (Cogneau et Naudet, 2004 et 2006).

Deuxièmement il n'est pas certain que la sélectivité fonctionne en termes d'incitations pour les gouvernements à améliorer leurs institutions et leurs politiques. Tout d'abord, les mesures de la « gouvernance » utilisées sont imparfaites à bien des égards. Elles intègrent des éléments qui n'ont rien à voir avec les « efforts » effectivement produits par les gouvernements mais plutôt avec des circonstances particulières liées à une bonne fortune temporaire ou à des facteurs structurels. Elles sont incomplètes au sens où elles ne parviennent pas à expliquer de manière satisfaisante les écarts d'inégalités observés entre les pays, et donc négligent les efforts de redistribution effectués par les gouvernements en vue de réduire la pauvreté (Cogneau et Guénard, 2003).

Ensuite, les travaux économétriques cherchant à tester si l'aide est plus efficace à réduire la pauvreté dans les pays où la « gouvernance » mesurée est élevée sont tous entachés de problèmes d'endogénéité et de robustesse qu'il est difficile de résoudre avec les données disponibles<sup>6</sup>. Il se pose notamment le problème de l'horizon auquel il faut juger cette efficacité de l'aide (Clemens, Radelet et Bhavnani, 2004). Tant et si bien qu'il est difficile de savoir si la « gouvernance » telle qu'elle est mesurée accroît effectivement l'efficacité de l'aide, ce qui constitue pourtant une hypothèse fondamentale de la sélectivité. Il est certes difficile de prétendre qu'une aide transmise à un gouvernement tyrannique et corrompu sera bien employée afin de réduire la pauvreté. Il reste à voir si la sélectivité apporte autre chose que le traitement de ces cas extrêmes. Enfin, même en admettant que la « bonne gouvernance » réduit la pauvreté et augmente l'efficacité de l'aide, les incitations créées par un système d'aide régi par le principe de la sélectivité ne ressortent en rien de l'évidence. Il n'existe pas d'argument théorique immédiat,

---

6. Beaucoup de travaux économétriques apportent une contradiction partielle aux résultats des travaux sur la sélectivité cités dans les notes précédentes : cf. p.ex. Hansen H., F. Tarp (2001), Guillaumont P. and L. Chauvet, (2001), Roodman D. (2003). Pour une revue, cf. Amprou et Chauvet (2003).

et encore moins de preuve empirique concluante qui montreraient que l'aide apportée à un gouvernement encourage celui-ci à effectuer des efforts de réforme favorables aux pauvres. On rencontre d'ailleurs l'argument et son contraire dans la littérature<sup>7</sup>.

## VII.2. Efficacité de l'aide, commerce, investissement et remises des migrants

De manière indirecte, la littérature de la sélectivité s'accorde pour dire que dans les pays qui ont des politiques commerciales ouvertes et qui protègent les droits de propriété sur les investissements, le dollar marginal d'aide est plus efficace pour stimuler la croissance. Toutefois les travaux n'isolent pas la contribution spécifique de ces politiques ou de ces dimensions. Plus généralement, il n'existe à notre connaissance aucun travail introduisant une interaction entre les politiques ou les performances dans ces domaines et l'efficacité de l'aide ou la capacité d'absorption de l'aide.

Seul un travail récent utilise des données sectorielles de l'ONUDI pour mettre en relation l'aide reçue par les pays et la croissance des secteurs industriels en fonction de l'intensité en main-d'œuvre de la production de ces secteurs (Rajan et Subramanian, 2004). Ce travail prétend mettre en évidence un effet de « syndrome hollandais » de l'aide, la croissance des secteurs intensifs en travail étant plus faible dans les pays qui reçoivent des montants d'aide élevés. Il compare aussi l'effet de l'aide et celui des remises de fonds des migrants, et ne retrouve pas cet effet négatif pour les remises de fonds, en déduisant que l'allocation des fonds privés envoyés par les migrants est plus efficace que celle des fonds publics. Cet article pose toutefois un sérieux problème du point de vue de l'analyse de la causalité<sup>8</sup>. Il semble en effet que ces résultats peuvent s'exprimer autrement : les pays qui reçoivent beaucoup d'aide sont aussi ceux qui ont tendance à se spécialiser dans l'exploitation des ressources naturelles plutôt que dans des secteurs intensifs en travail (comme la confection notamment). La corrélation négative entre aide et transferts des migrants (Afrique sub-saharienne versus Maghreb et Asie du Sud notamment) fait aussi que l'effet des transferts privés va plutôt dans l'autre sens. En définitive, il n'est pas montré que l'accroissement de l'aide (resp. transferts) contribue à accélérer (resp. ralentir) cette spécialisation, car une dimension temporelle manque à l'analyse.

Comme dans le cas des interactions entre aide et « gouvernance », l'existence d'une interaction entre l'efficacité (ou capacité d'absorption) de l'aide et l'intensité des autres relations Nord-Sud (commerce, investissement, migrations) est de fait particulièrement difficile à tester. Elle pose en effet de la même façon de gros problèmes de mesure, d'endogénéité et d'horizon temporel d'analyse.

Certes la mesure comptable des flux de commerce, d'investissement ou de migrations soulève moins de problèmes conceptuels que celle de la « gouvernance » ou des institutions. Il demeure que le choix des variables pertinentes pour l'efficacité de l'aide ne ressort pas de l'évidence : par exemple en ce qui concerne les IDE convient-il de considérer les flux ou les stocks

7. En comparant par exemple Knack S. (2000) et Llavador H. G. and Roemer J. E (2001).

8. Par ailleurs, l'échantillon des pays est très réduit: 21 pays pour les années 1980 et 13 pour les années 1990 ! Pour l'effet des remises des migrants, 12 pays.

installés, en ce qui concerne le commerce convient-il de différencier les produits primaires des produits manufacturés, etc.

Le traitement de l'endogénéité de l'aide et des autres flux par rapport à la croissance ou aux autres variables de développement n'a pas reçu de solution complètement satisfaisante à ce jour. Cet aspect est cependant crucial puisque l'aide comme les autres flux sont susceptibles de « répondre » à des chocs de croissance tout autant qu'ils influencent la croissance de manière causale. Ce problème concerne les études des impacts séparés de l'aide, de l'ouverture commerciale ou des IDE sur la croissance, mais son importance est démultipliée lorsque l'on considère les interactions de ces variables. Par ailleurs, les travaux macro-économétriques sur des données internationales oublient trop souvent les limitations des analyses dues à la taille nécessairement restreinte des échantillons. Or non seulement il y a peu de pays dans le monde, mais ils sont aussi très hétérogènes, et les relations de causalité très probablement locales, c'est-à-dire valables pour certains pays dans des conditions similaires mais pas pour d'autres.

Enfin, l'horizon temporel des analyses est particulièrement crucial. Or la plupart des analyses des processus de développement reposent sur des phénomènes qui dépassent une génération (vingt ou trente ans), que l'on mette l'accent sur l'accumulation primitive du capital, sur la protection des industries naissantes, sur le rôle déterminant du capital humain ou sur la construction des institutions. Il convient alors d'analyser les interactions entre les politiques d'aide et les autres politiques sur le long terme, alors que les données disponibles ne permettent bien souvent que d'analyser des variations sur quelques années.

Pour finir, les études macro-économiques concernant les facteurs de l'efficacité de l'aide dans les pays receveurs demeurent en tout état de cause assez éloignées de la question de l'impact des politiques des pays du Nord.

## VIII. CONCLUSION

Cet article considère les politiques des pays du Nord vis-à-vis des pays en développement ou en transition comme un système de transferts internationaux, positifs ou négatifs, implicites ou explicites, et à travers ce prisme il se consacre au rôle particulier de l'aide au développement. Comme rappelé en introduction, cette approche n'épuise pas loin s'en faut la question de la cohérence entre ces politiques, ni même celle, spécifique, entre la politique d'aide et les autres vecteurs de politiques.

L'aide publique au développement est de manière explicite un transfert positif des contribuables du Nord vers les bénéficiaires potentiels des pays en développement. Les politiques concernant les flux internationaux de commerce, d'investissement et de migrations, correspondent également à des transferts, moins explicites mais pas nécessairement moins importants, sous la forme d'avantages ou de protections tarifaires ou non-tarifaires, d'incitations particulières à l'investissement direct, de restrictions ou d'appels à la migration, etc. Il est cependant assez difficile de mesurer ces transferts, et les statistiques disponibles ne permettent le plus souvent que de mesurer des flux (de commerce, d'investissement, de remises de fonds des migrants), qui résultent non seulement des politiques du Nord mais aussi de bien d'autres facteurs propres aux pays en développement. Même dans le cas où ces transferts peuvent être quantifiés, comme pour les équivalents tarifaires des protections douanières que nous avons considérés, ils ne couvrent pas le domaine concerné dans toute sa généralité : ainsi les subventions consenties à certains secteurs de production au Nord constituent des transferts négatifs implicites pour lesquels il n'existe pas de statistiques désagrégées pour chaque pays récipiendaire de l'aide au développement. Nous avons donc été plus modestement conduits à examiner la place que prend l'aide versée par les pays de l'OCDE en fonction des autres flux (plutôt que des politiques) qui relie ces pays et leurs partenaires en développement.

L'analyse montre que l'aide publique au développement remplit fondamentalement un rôle de compensation de la faiblesse des flux de commerce et d'investissement en direction des pays les plus pauvres. Alors que le biais de l'aide en faveur des pays pauvres s'est accentué, en cohérence avec cette logique de compensation, la réduction du poids relatif de l'aide par rapport aux autres flux fait néanmoins que le pouvoir de redistribution de l'aide a diminué depuis les années 70. Combiné avec un accroissement du montant global de l'aide, le choix d'allocations de l'aide encore plus sensibles à la pauvreté des pays, comme celles qui sont préconisées et appliquées par la Banque Mondiale, les Nations unies ou certains donateurs bilatéraux, permettrait de contrecarrer cette baisse du pouvoir de redistribution de l'aide.

Certains avantages tarifaires et non-tarifaires conférés à certains pays très pauvres jouent également, encore aujourd'hui, ce rôle de compensation tout en bas de la distribution du revenu

mondial. Ce type de compensation est toutefois plus limité que celui de l'aide car des pays à revenu intermédiaire bénéficient également d'avantages importants (Mexique, pays d'Europe de l'Est). Par ailleurs de fortes barrières aux exportations subsistent encore pour un certain nombre de pays pauvres recevant des montants d'aide élevés, même si ce type d'incohérence entre aide et commerce est plutôt en voie de résorption (textile, sucre, ...)

Les transferts financiers liés aux migrations s'avèrent les plus progressifs après l'aide au développement. Des projections en 2015 montrent que le pouvoir de redistribution de ces transferts pourrait s'accroître dès lors que les taux d'expatriation en provenance des pays pauvres seraient maintenus à leur niveau actuel. Cependant, ces taux d'expatriation reposent pour l'essentiel sur des populations importantes de migrants non-qualifiés, tandis que les politiques des pays du Nord tendent aujourd'hui à favoriser la migration de qualifiés. Si l'on considère non plus les remises de fonds mais la perte sur investissement (en capital humain) que peut représenter le départ des qualifiés (fuite des cerveaux), les migrations de qualifiés apparaissent alors comme particulièrement régressives du point de vue distributif, le phénomène de fuite des cerveaux touchant plus fortement les plus pauvres des pays en développement. L'aide est là encore amenée à jouer un rôle compensatoire, de manière particulièrement immédiate lorsqu'elle finance les systèmes éducatifs.

En définitive, dans un contexte de forte polarisation des échanges commerciaux et des flux de capitaux et de politiques migratoires biaisées en faveur du travail qualifié, l'aide publique au développement revêt de plus en plus un rôle de compensation des autres flux qui relient les pays développés et les pays en développement, alors même que son poids relatif et donc son pouvoir de compensation a diminué.

Dans le domaine commercial, en dehors de quelques cas atypiques, les politiques d'accès préférentiel aux marchés du Nord ont d'ores et déjà été accordées à la plupart des pays pauvres, et sont de plus en plus restreintes, sinon érodées, par le mouvement général d'ouverture aux échanges. Dans le domaine des flux de capitaux là encore, des politiques d'incitation préférentielle à l'investissement direct dans les pays les plus pauvres sont encore à inventer. L'enjeu crucial se situe surtout du côté des subventions accordées aux producteurs du Nord, que nous n'avons pas pu aborder ici faute de données précises.

Enfin, dans le domaine des migrations, les politiques actuelles d'ouverture sélective aux migrants qualifiés renforcent encore le besoin d'une aide compensatrice pour les pays les plus pauvres qui subissent les fuites de cerveaux les plus importantes - même si cette fuite peut provenir de facteurs de répulsion autant que d'attraction, par exemple dans le cas des pays en conflit. Si l'on souhaitait conférer aux politiques migratoires un rôle dans la redistribution mondiale, il conviendrait plutôt de concevoir des politiques en direction des migrants non-qualifiés, par exemple sous la forme d'accueils temporaires encore à inventer.

Dès lors qu'on la considère comme un transfert compensatoire, l'aide publique au développement ne manifeste pas d'incohérences majeures avec les autres politiques actuellement en vigueur dans les domaines commerciaux ou migratoires. Ce type de cohérence peut même être amélioré en rendant l'allocation plus sensible à la pauvreté et aux perspectives de développement des pays, par exemple en réallouant l'aide des pays aux meilleures perspectives vers ceux qui ont les perspectives les plus sombres. En revanche, si on considère l'aide comme un

complément des flux de commerce, d'investissements directs ou de migrations, alors la question de son efficacité devient première. Cependant l'identification empirique de l'existence d'une complémentarité positive entre l'aide et les autres politiques du Nord nous est apparue comme particulièrement difficile.

## ANNEXE

Tableau A1

Receveur d'APD/AD	PIB/h.	A/PIB	A/totA	Eq.Tar.	Tar.D.	F.Cerv.	Tx.Exp.	IDE/PIB
Bélarus	8724	0	0	5.6	3.9	.	.	.1
Russie	9990	0	2.9	2.1	1.1	.	.	.1
Singapour	28153	0	0	1	.5	8	2.8	10.3
Trinité-et-Tobago	13765	0	0	1.9	1.1	76	18.4	4.3
Iran	7129	0	.2	3.1	1.2	17.9	1	0
Inde	2653	0	3.2	5.2	2.5	3.1	.2	.1
Chili	10290	0	.2	2	.7	8.1	1.4	2.6
Venezuela	7140	0	.2	.6	.1	3.5	1	2.4
Corée	14918	0	.2	.7	-.4	.	.	.
Brésil	7681	0	.5	7.6	6	2.1	.3	2.1
Argentine	12023	0	.2	6	3.7	5.7	.9	1.4
Uruguay	10266	0	0	13.4	10.3	11	2.3	.8
Mexique	9536	0	.5	0	-1.2	5.7	8.7	2.2
Chine	3805	0	6.1	4.2	2.3	3.4	.1	.8
Thaïlande	6668	.1	1.4	6.9	5.4	2	.5	.9
Afrique du Sud	7701	.1	.9	2.5	1.5	10.2	.9	1.2
Algérie	6044	.1	.4	.7	.3	18	4.2	.4
République Tchèque	14829	.1	.4	.2	-1	.	.	3.5
Kazakhstan	8240	.1	.4	1.4	.6	.	.	1.7
Turquie	7265	.1	1.1	.5	-1.2	5.2	3.6	.4
Panama	6583	.2	0	4	2.6	13.2	5	2.9
Paraguay	4934	.2	.1	12.1	10	2.1	.4	.4
Slovaquie	12614	.2	.3	1	-1	.	.	2.7
Malaisie	9284	.2	1.3	1.4	.6	7.9	.9	.9
Syrie	4271	.2	.3	2	-.5	4.4	.8	.3
Ukraine	5151	.2	1.1	3.2	1.8	.	.	.2
Maurice	14269	.2	0	17.4	13.3	53.3	7.3	.6
Croatie	9357	.3	.2	.9	-1.1	.	.	3.2
Hongrie	10937	.3	.7	.7	-.5	9.6	.4	1.9
Slovenie	16970	.3	.2	.8	-.3	.	.	.9
Republic dominicaine	5604	.3	.3	6.6	3.2	13	8.4	2.1
Indonésie	4076	.3	5.6	3.9	2.1	1.9	.1	-.4
Nigeria	814	.3	.8	.8	-1	8.4	.2	.9
Philippines	3952	.3	2.4	1.8	.6	16.5	2.6	.3
Colombie	5726	.3	1.8	3	1.2	5.7	1.8	1
Pologne	9629	.3	3	.2	-1	9.2	2.3	2
Pérou	4695	.4	1.2	4	2.1	5.6	1.7	.8
Guatemala	4264	.4	.4	12.1	8.3	11	4.2	.7
Zimbabwe	2573	.4	.3	9	7.2	6	.6	0
Équateur	3745	.4	.4	3.1	1	6.7	4.2	2.2
Égypte	4351	.5	3.1	3.1	.8	4.6	.5	.3
Maroc	4250	.5	1.4	.6	-2.6	19.4	5.2	1.3
Azerbaïdjan	3529	.5	.3	.3	-1.3	.	.	.6
Bangladesh	1751	.5	2.8	5.8	1.1	2.1	.2	0
Liban	6029	.6	.3	1.2	-.3	.	7.4	1
Pakistan	2124	.6	3.9	6.4	2.6	9.6	.5	.1
Costa Rica	5807	.6	.2	2.5	.8	3.9	2.1	1.9
Estonie	10852	.7	.2	.6	-.2	.	.	3.1
Israël	18693	.7	1.9	.2	-1	5.3	2.8	3.6
Lettonie	8300	.7	.3	.9	-.1	.	.	1.4

Tunisie	7065	.8	1.1	2.2	-1.5	21.4	4.4	.9
Sri Lanka	3984	.8	1.2	8.5	4.5	20.4	1.8	.2
Roumanie	5010	.8	2.1	1.1	-1.4	.	5.1	.9
Lithuanie	8851	.8	.5	1.9	-.1	.	.	1.3
Bulgarie	6391	.8	.9	2.9	.8	6.4	2	1.7
Congo, Rep.	2176	.8	.1	2.3	1.7	24.9	2.1	1.6
Gabon	7495	.9	.1	.4	-.2	25.2	.9	.6
Côte d'Ivoire	2022	.9	.6	2.1	0	9.7	.4	.7
El Salvador	4619	1	.6	11.5	7.7	16.2	12.4	.7
Géorgie	5076	1	.5	1	.3	.	.	.4
Togo	906	1	0	.2	-1.8	11.7	.4	1.2
Swaziland	4975	1.1	.1	.	.	3.5	.2	1.3
Népal	1541	1.2	.9	5.3	.7	2.2	.1	.
Moldovie	2209	1.2	.2	5.9	3	.	.	1.2
Guinée	2918	1.3	.6	.4	-1.3	.	.3	0
Jamaïque	3513	1.5	.2	9.9	8.2	81.9	24.5	6
Kenya	1298	1.5	1.2	3	0	35.9	.7	.2
Cameroun	2232	1.5	1.1	.2	-.4	19.8	.4	.1
Kyrgyz République	3181	1.5	.5	2.7	.4	.	.	0
Éthiopie	709	1.6	1.5	2.8	.2	21.4	.2	.1
Yémen	1268	1.7	.8	.6	-.1	.	.2	.3
Arménie	3752	2	.5	1.2	-.5	.	.	.7
Tadjikistan	1366	2	.3	4.3	1.8	.	.	.1
Lesotho	1727	2	.1	.	.	3.9	0	3.9
Albanie	3982	2.2	.5	.5	-3.5	.	16.6	1.4
Jordanie	4205	2.3	1	1.8	-.1	3.2	1.4	2.1
Macédoine (F.Yug.Rep.)	5489	2.4	.5	4.8	2.1	.	.	2.8
Ghana	1339	3	1.7	.1	-1.1	45.6	.9	.4
Burundi	610	3	.2	0	-1.1	34.9	.1	.2
Madagascar	861	3.2	.9	3.7	-.2	13	.5	.6
Bénin	1214	3.3	.5	.1	-3.1	9.5	.2	.7
Niger	892	3.3	.6	0	-1	10.5	0	.1
Bolivie	2857	3.4	1.7	1.5	.3	3.2	.9	3
Sénégal	1654	3.4	1.1	.1	-2.9	28.5	1.4	.3
Gambie	1296	3.5	.1	1.1	-1.8	42.4	1.6	2.3
Honduras	2116	3.7	1.1	10.8	6.9	12.3	4.3	1.7
Tchad	921	3.7	.5	.2	-.7	.	0	1.5
Rwanda	1058	4	.7	.2	-1	20.2	.2	0
Ouganda	966	4.2	2	.5	-2.5	36.5	.3	.6
Burkina Faso	970	4.2	.9	.1	-3.4	14.2	0	.1
Mali	980	4.5	1	1.4	-.8	19.7	.4	1
Malawi	796	4.9	.8	11.5	9	17.9	.1	.2
Mozambique	1097	5.7	2.3	3.9	1.6	47.1	.4	1
Nicaragua	1915	7.6	1.5	8.9	4.5	15.2	4.4	2.1
Zambie	847	7.7	1.3	1.3	.1	25.5	.3	1.1
Sierra Leone	723	8	.6	0	-1	33.4	.9	.1
Guinée-Bissau	635	8.4	.1	0	-3.5	70.3	2.3	0
Tanzanie	483	9.6	3.3	3.5	.4	41.8	.2	2.4

Champ : pays récipiendaires d'aide de plus d'1 million d'habitants.

PIB/h : PIB par habitant en 2000 : Penn World Tables 6.1

A/PIB: engagements APD/AD (moyenne 2000-2001) sur PIB : DAC OECD

A/TtotA. :Part du pays dans l'aide totale : DAC OECD

Eq. tar. : équivalent tarifaire de la protection de l'OCDE contre les exports du pays en 2000 : MAcMap CEPPII

Tar. D. : Différence entre l'équivalent tarifaire de la protection contre le pays et le taux moyen de l'OCDE

F. Cerv. : taux d'expatriation vers l'OCDE des diplômés du supérieur vers 2000 : OECD

Taux d'expat.: taux d'expatriation vers l'OCDE, vers 2000 : OECD

IDE/PIB: Flux d'IDE nets (moyenne 2000-2001) sur PIB : WDI World Bank.

## BIBLIOGRAPHIE

- AMPROU, J. et L. CHAUVET (2003), « Efficacité et allocation de l'aide - Revue des débats », *AFD Notes et Documents N°6*, Paris, 157 pp.
- BANQUE MONDIALE (1998), "Assessing Aid: What Works, What Doesn't and Why", *World Bank Policy Research Report*, Oxford University Press, Oxford.
- BERTHÉLÉMY, J.C. (2004), "Bilateral Donors' Interest vs Recipients' Development Motives in Aid Allocation: Do All Donors Behave the Same?", mimeo
- BERTHÉLÉMY, J.C. et A. TICHIT (2002), "Bilateral Donors' Aid Allocation Decisions: A Three-dimensional Panel Analysis", *Wider Discussion Paper n°2002/123*.
- BOUËT, A., Y. DECREUX, L. FONTAGNÉ, S. JEAN et D. LABORDE (2004), "A Consistent, *ad-valorem* Equivalent Measure of Applied Protection Across the World: The MacMap-HS6 Database", *CEPII Working Paper No. 2004-22*
- BOURGUIGNON, F., V. LEVIN et D. ROSENBLATT (2004), "Global Redistribution: The Role of Aid, Market Access and Remittances", mimeo.
- BURNSIDE, C. et D. DOLLAR (2000), "Aid, Policies and Growth", *American Economic Review*, 90(4), 847-68.
- BURNSIDE, C. et D. DOLLAR (2004), "Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence", *Policy Research Paper N°3251*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- CLEMENS, M., S. RADELET et R. BHAVNANI (2004), "Counting Chickens When They Hatch: The Short-term Effect of Aid on Growth", Center for Global Development, WP 44.
- COLLIER, P. et D. DOLLAR (2001), "Can the World Cut Poverty in Half? How Policy Reform and Effective Aid Can Meet International Development Goals", *World Development*, 29, 1787-1802.
- COLLIER, P. et D. DOLLAR (2002), "Aid Allocation and Poverty Reduction", *European Economic Review*, 45, 1470-1500.
- COGNEAU, D. et C. GUÉNARD (2003), "Colonisation, Institutions and Inequality – A Note on Some Suggestive Evidence", DT DIAL 2003/05, 45 pp.
- COGNEAU, D. et J.-D. NAUDET (2004), « Qui mérite l'aide ? Egalité des chances vs. Sélectivité », *AFD Notes et Documents*, n° 7, Paris, 79 pp.
- COGNEAU, D. et J.-D. NAUDET (2006), "Who Deserves Aid? Equality of Opportunity, International Aid and Poverty Reduction", *World Development* (forthcoming).
- DOLLAR, D. et V. LEVIN (2004), "The Increasing Selectivity of Foreign Aid 1984-2002", *World Bank Policy Research Working Paper 3294*.

- DUMONT, J.C. et G. LEMAÎTRE (2004), "Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: a New Perspective", Social, Employment and Migration Working papers, OECD, Paris.
- GUILLAUMONT, P. et L. CHAUVET (2001), "Aid and Performance: A Reassessment", *Journal of Development Studies*, 37, 66-92.
- HANSEN, H. et F. TARP (2001), "Aid and Growth Regressions", *Journal of Development Economics*, 64, 547-570.
- HARMS P. et M. LUTZ (2005), "Aid, Governance, and Private Foreign Investment: Some Puzzling Findings for the 1990s", mimeo.
- KANBUR, R. (2003), "The Economics of International Aid", mimeo.
- KNACK, S. (2000), "Aid Dependence and the Quality of Governance: A Cross-Country Empirical Analysis", mimeo, Banque mondiale, Washington, D.C.
- LLAVADOR, H.G. et J.E. ROEMER (2001), "An Equal-opportunity Approach to the Allocation of International Aid", *Journal of Development Economics*, 64, 147-171.
- MACDONALD, R. et J. HODDINOTT (2004), "Determinants of Canadian Bilateral Aid Allocations: Humanitarian, Commercial or Political?", *Canadian Journal of Economics*, 37:2, 294-312.
- MAYER, T. et S. ZIGNAGO (2005), "Market Access in Global and Regional Trade", CEPII Working Paper No. 2005-02.
- MORRISSEY, O. (2000), "Foreign Aid in the Emerging Global Trade Environment", in F. TARP (ed.) *Foreign Aid and Development*.
- RAJAN, R.G. et A. SUBRAMANIAN (2004), "What Prevents Aid from Enhancing Growth?", preliminary draft, IMF.
- ROLAND-HOLST, D. et F. TARP (2002), "New Perspectives on Aid Effectiveness", paper prepared for ABCDE-Europe 2002.
- ROODMAN, D. (2003), "The Anarchy of Numbers: Aid, Development, and Cross-country Empirics", WP N°32, Center for Global Development.
- THORBECKE, E. (2000), "The Evolution of the Development Doctrine and the Role of Foreign Aid, 1950-2000", in F. TARP (ed.) *Foreign Aid and Development*.
- UN MILLENIUM PROJECT (2005), *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millenium Development Goals*, New-York, NY.

## AUTRES TITRES DANS LA SÉRIE/ OTHER TITLES IN THE SERIES

The former series known as “Technical Papers” and “Webdocs” merged in November 2003 into “Development Centre Working Papers”. In the new series, former Webdocs 1-17 follow former Technical Papers 1-212 as Working Papers 213-229.

*All these documents may be downloaded from:*

*<http://www.oecd.org/dev/wp> or obtained via e-mail ([dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org)).*

Working Paper No.1, *Macroeconomic Adjustment and Income Distribution: A Macro-Micro Simulation Model*, by François Bourguignon, William H. Branson and Jaime de Melo, March 1989.

Working Paper No. 2, *International Interactions in Food and Agricultural Policies: The Effect of Alternative Policies*, by Joachim Zietz and Alberto Valdés, April, 1989.

Working Paper No. 3, *The Impact of Budget Retrenchment on Income Distribution in Indonesia: A Social Accounting Matrix Application*, by Steven Keuning and Erik Thorbecke, June 1989.

Working Paper No. 3a, *Statistical Annex: The Impact of Budget Retrenchment*, June 1989.

Document de travail No. 4, *Le Rééquilibrage entre le secteur public et le secteur privé : le cas du Mexique*, par C.-A. Michalet, juin 1989.

Working Paper No. 5, *Rebalancing the Public and Private Sectors: The Case of Malaysia*, by R. Leeds, July 1989.

Working Paper No. 6, *Efficiency, Welfare Effects, and Political Feasibility of Alternative Antipoverty and Adjustment Programs*, by Alain de Janvry and Elisabeth Sadoulet, December 1989.

Document de travail No. 7, *Ajustement et distribution des revenus : application d'un modèle macro-micro au Maroc*, par Christian Morriçon, avec la collaboration de Sylvie Lambert et Akiko Suwa, décembre 1989.

Working Paper No. 8, *Emerging Maize Biotechnologies and their Potential Impact*, by W. Burt Sundquist, December 1989.

Document de travail No. 9, *Analyse des variables socio-culturelles et de l'ajustement en Côte d'Ivoire*, par W. Weekes-Vagliani, janvier 1990.

Working Paper No. 10, *A Financial Computable General Equilibrium Model for the Analysis of Ecuador's Stabilization Programs*, by André Fargeix and Elisabeth Sadoulet, February 1990.

Working Paper No. 11, *Macroeconomic Aspects, Foreign Flows and Domestic Savings Performance in Developing Countries: A "State of The Art" Report*, by Anand Chandavarkar, February 1990.

Working Paper No. 12, *Tax Revenue Implications of the Real Exchange Rate: Econometric Evidence from Korea and Mexico*, by Virginia Fierro and Helmut Reisen, February 1990.

Working Paper No. 13, *Agricultural Growth and Economic Development: The Case of Pakistan*, by Naved Hamid and Wouter Tims, April 1990.

Working Paper No. 14, *Rebalancing the Public and Private Sectors in Developing Countries: The Case of Ghana*, by H. Akuoko-Frimpong, June 1990.

Working Paper No. 15, *Agriculture and the Economic Cycle: An Economic and Econometric Analysis with Special Reference to Brazil*, by Florence Contré and Ian Goldin, June 1990.

Working Paper No. 16, *Comparative Advantage: Theory and Application to Developing Country Agriculture*, by Ian Goldin, June 1990.

Working Paper No. 17, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Brazil*, by Bernardo Sorj and John Wilkinson, June 1990.

Working Paper No. 18, *Economic Policies and Sectoral Growth: Argentina 1913-1984*, by Yair Mundlak, Domingo Cavallo, Roberto Domenech, June 1990.

Working Paper No. 19, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize In Mexico*, by Jaime A. Matus Gardea, Arturo Puente Gonzalez and Cristina Lopez Peralta, June 1990.

- Working Paper No. 20, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Thailand*, by Suthad Setboonsarng, July 1990.
- Working Paper No. 21, *International Comparisons of Efficiency in Agricultural Production*, by Guillermo Flichmann, July 1990.
- Working Paper No. 22, *Unemployment in Developing Countries: New Light on an Old Problem*, by David Turnham and Denizhan Eröcal, July 1990.
- Working Paper No. 23, *Optimal Currency Composition of Foreign Debt: the Case of Five Developing Countries*, by Pier Giorgio Gawronski, August 1990.
- Working Paper No. 24, *From Globalization to Regionalization: the Mexican Case*, by Wilson Peres Núñez, August 1990.
- Working Paper No. 25, *Electronics and Development in Venezuela: A User-Oriented Strategy and its Policy Implications*, by Carlota Perez, October 1990.
- Working Paper No. 26, *The Legal Protection of Software: Implications for Latecomer Strategies in Newly Industrialising Economies (NIEs) and Middle-Income Economies (MIEs)*, by Carlos Maria Correa, October 1990.
- Working Paper No. 27, *Specialization, Technical Change and Competitiveness in the Brazilian Electronics Industry*, by Claudio R. Frischtak, October 1990.
- Working Paper No. 28, *Internationalization Strategies of Japanese Electronics Companies: Implications for Asian Newly Industrializing Economies (NIEs)*, by Bundo Yamada, October 1990.
- Working Paper No. 29, *The Status and an Evaluation of the Electronics Industry in Taiwan*, by Gee San, October 1990.
- Working Paper No. 30, *The Indian Electronics Industry: Current Status, Perspectives and Policy Options*, by Ghayur Alam, October 1990.
- Working Paper No. 31, *Comparative Advantage in Agriculture in Ghana*, by James Pickett and E. Shaeeldin, October 1990.
- Working Paper No. 32, *Debt Overhang, Liquidity Constraints and Adjustment Incentives*, by Bert Hofman and Helmut Reisen, October 1990.
- Working Paper No. 34, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Indonesia*, by Hidjat Nataatmadja *et al.*, January 1991.
- Working Paper No. 35, *Changing Comparative Advantage in Thai Agriculture*, by Ammar Siamwalla, Suthad Setboonsarng and Prasong Werakarnjanapongs, March 1991.
- Working Paper No. 36, *Capital Flows and the External Financing of Turkey's Imports*, by Ziya Önis and Süleyman Özmucur, July 1991.
- Working Paper No. 37, *The External Financing of Indonesia's Imports*, by Glenn P. Jenkins and Henry B.F. Lim, July 1991.
- Working Paper No. 38, *Long-term Capital Reflow under Macroeconomic Stabilization in Latin America*, by Beatriz Armendariz de Aghion, July 1991.
- Working Paper No. 39, *Buybacks of LDC Debt and the Scope for Forgiveness*, by Beatriz Armendariz de Aghion, July 1991.
- Working Paper No. 40, *Measuring and Modelling Non-Tariff Distortions with Special Reference to Trade in Agricultural Commodities*, by Peter J. Lloyd, July 1991.
- Working Paper No. 41, *The Changing Nature of IMF Conditionality*, by Jacques J. Polak, August 1991.
- Working Paper No. 42, *Time-Varying Estimates on the Openness of the Capital Account in Korea and Taiwan*, by Helmut Reisen and Hélène Yèches, August 1991.
- Working Paper No. 43, *Toward a Concept of Development Agreements*, by F. Gerard Adams, August 1991.
- Document de travail No. 44, *Le Partage du fardeau entre les créanciers de pays débiteurs défaillants*, par Jean-Claude Berthélemy et Ann Vourc'h, septembre 1991.
- Working Paper No. 45, *The External Financing of Thailand's Imports*, by Supote Chunanunthathum, October 1991.
- Working Paper No. 46, *The External Financing of Brazilian Imports*, by Enrico Colombatto, with Elisa Luciano, Luca Gargiulo, Pietro Garibaldi and Giuseppe Russo, October 1991.
- Working Paper No. 47, *Scenarios for the World Trading System and their Implications for Developing Countries*, by Robert Z. Lawrence, November 1991.
- Working Paper No. 48, *Trade Policies in a Global Context: Technical Specifications of the Rural/Urban-North/South (RUNS) Applied General Equilibrium Model*, by Jean-Marc Burniaux and Dominique van der Mensbrugge, November 1991.
- Working Paper No. 49, *Macro-Micro Linkages: Structural Adjustment and Fertilizer Policy in Sub-Saharan Africa*, by Jean-Marc Fontaine with the collaboration of Alice Sindzingre, December 1991.
- Working Paper No. 50, *Aggregation by Industry in General Equilibrium Models with International Trade*, by Peter J. Lloyd, December 1991.
- Working Paper No. 51, *Policy and Entrepreneurial Responses to the Montreal Protocol: Some Evidence from the Dynamic Asian Economies*, by David C. O'Connor, December 1991.
- Working Paper No. 52, *On the Pricing of LDC Debt: an Analysis Based on Historical Evidence from Latin America*, by Beatriz Armendariz de Aghion, February 1992.
- Working Paper No. 53, *Economic Regionalisation and Intra-Industry Trade: Pacific-Asian Perspectives*, by Kiichiro Fukasaku, February 1992.
- Working Paper No. 54, *Debt Conversions in Yugoslavia*, by Mojmir Mrak, February 1992.
- Working Paper No. 55, *Evaluation of Nigeria's Debt-Relief Experience (1985-1990)*, by N.E. Ogbe, March 1992.
- Document de travail No. 56, *L'Expérience de l'allègement de la dette du Mali*, par Jean-Claude Berthélemy, février 1992.
- Working Paper No. 57, *Conflict or Indifference: US Multinationals in a World of Regional Trading Blocs*, by Louis T. Wells, Jr., March 1992.
- Working Paper No. 58, *Japan's Rapidly Emerging Strategy Toward Asia*, by Edward J. Lincoln, April 1992.

Working Paper No. 59, *The Political Economy of Stabilization Programmes in Developing Countries*, by Bruno S. Frey and Reiner Eichenberger, April 1992.

Working Paper No. 60, *Some Implications of Europe 1992 for Developing Countries*, by Sheila Page, April 1992.

Working Paper No. 61, *Taiwanese Corporations in Globalisation and Regionalisation*, by Gee San, April 1992.

Working Paper No. 62, *Lessons from the Family Planning Experience for Community-Based Environmental Education*, by Winifred Weekes-Vagliani, April 1992.

Working Paper No. 63, *Mexican Agriculture in the Free Trade Agreement: Transition Problems in Economic Reform*, by Santiago Levy and Sweder van Wijnbergen, May 1992.

Working Paper No. 64, *Offensive and Defensive Responses by European Multinationals to a World of Trade Blocs*, by John M. Stopford, May 1992.

Working Paper No. 65, *Economic Integration in the Pacific Region*, by Richard Drobnick, May 1992.

Working Paper No. 66, *Latin America in a Changing Global Environment*, by Winston Fritsch, May 1992.

Working Paper No. 67, *An Assessment of the Brady Plan Agreements*, by Jean-Claude Berthélemy and Robert Lensink, May 1992.

Working Paper No. 68, *The Impact of Economic Reform on the Performance of the Seed Sector in Eastern and Southern Africa*, by Elizabeth Cromwell, June 1992.

Working Paper No. 69, *Impact of Structural Adjustment and Adoption of Technology on Competitiveness of Major Cocoa Producing Countries*, by Emily M. Bloomfield and R. Antony Lass, June 1992.

Working Paper No. 70, *Structural Adjustment and Moroccan Agriculture: an Assessment of the Reforms in the Sugar and Cereal Sectors*, by Jonathan Kydd and Sophie Thoyer, June 1992.

Document de travail No. 71, *L'Allègement de la dette au Club de Paris : les évolutions récentes en perspective*, par Ann Vourc'h, juin 1992.

Working Paper No. 72, *Biotechnology and the Changing Public/Private Sector Balance: Developments in Rice and Cocoa*, by Carliene Brenner, July 1992.

Working Paper No. 73, *Namibian Agriculture: Policies and Prospects*, by Walter Elkan, Peter Amutenya, Jochbeth Andima, Robin Sherbourne and Eline van der Linden, July 1992.

Working Paper No. 74, *Agriculture and the Policy Environment: Zambia and Zimbabwe*, by Doris J. Jansen and Andrew Rukovo, July 1992.

Working Paper No. 75, *Agricultural Productivity and Economic Policies: Concepts and Measurements*, by Yair Mundlak, August 1992.

Working Paper No. 76, *Structural Adjustment and the Institutional Dimensions of Agricultural Research and Development in Brazil: Soybeans, Wheat and Sugar Cane*, by John Wilkinson and Bernardo Sorj, August 1992.

Working Paper No. 77, *The Impact of Laws and Regulations on Micro and Small Enterprises in Niger and Swaziland*, by Isabelle Joumard, Carl Liedholm and Donald Mead, September 1992.

Working Paper No. 78, *Co-Financing Transactions between Multilateral Institutions and International Banks*, by Michel Bouchet and Amit Ghose, October 1992.

Document de travail No. 79, *Allègement de la dette et croissance : le cas mexicain*, par Jean-Claude Berthélemy et Ann Vourc'h, octobre 1992.

Document de travail No. 80, *Le Secteur informel en Tunisie : cadre réglementaire et pratique courante*, par Abderrahman Ben Zakour et Farouk Kria, novembre 1992.

Working Paper No. 81, *Small-Scale Industries and Institutional Framework in Thailand*, by Naruemol Bunjongjit and Xavier Oudin, November 1992.

Working Paper No. 81a, *Statistical Annex: Small-Scale Industries and Institutional Framework in Thailand*, by Naruemol Bunjongjit and Xavier Oudin, November 1992.

Document de travail No. 82, *L'Expérience de l'allègement de la dette du Niger*, par Ann Vourc'h et Maina Boukar Moussa, novembre 1992.

Working Paper No. 83, *Stabilization and Structural Adjustment in Indonesia: an Intertemporal General Equilibrium Analysis*, by David Roland-Holst, November 1992.

Working Paper No. 84, *Striving for International Competitiveness: Lessons from Electronics for Developing Countries*, by Jan Maarten de Vet, March 1993.

Document de travail No. 85, *Micro-entreprises et cadre institutionnel en Algérie*, par Hocine Benissad, mars 1993.

Working Paper No. 86, *Informal Sector and Regulations in Ecuador and Jamaica*, by Emilio Klein and Victor E. Tokman, August 1993.

Working Paper No. 87, *Alternative Explanations of the Trade-Output Correlation in the East Asian Economies*, by Colin I. Bradford Jr. and Naomi Chakwin, August 1993.

Document de travail No. 88, *La Faisabilité politique de l'ajustement dans les pays africains*, par Christian Morrisson, Jean-Dominique Lafay et Sébastien Dessus, novembre 1993.

Working Paper No. 89, *China as a Leading Pacific Economy*, by Kiichiro Fukasaku and Mingyuan Wu, November 1993.

Working Paper No. 90, *A Detailed Input-Output Table for Morocco, 1990*, by Maurizio Bussolo and David Roland-Holst, November 1993.

Working Paper No. 91, *International Trade and the Transfer of Environmental Costs and Benefits*, by Hiro Lee and David Roland-Holst, December 1993.

Working Paper No. 92, *Economic Instruments in Environmental Policy: Lessons from the OECD Experience and their Relevance to Developing Economies*, by Jean-Philippe Barde, January 1994.

Working Paper No. 93, *What Can Developing Countries Learn from OECD Labour Market Programmes and Policies?*, by Åsa Sohlman with David Turnham, January 1994.

Working Paper No. 94, *Trade Liberalization and Employment Linkages in the Pacific Basin*, by Hiro Lee and David Roland-Holst, February 1994.

Working Paper No. 95, *Participatory Development and Gender: Articulating Concepts and Cases*, by Winifred Weekes-Vagliani, February 1994.

Document de travail No. 96, *Promouvoir la maîtrise locale et régionale du développement : une démarche participative à Madagascar*, par Philippe de Rham et Bernard Lecomte, juin 1994.

Working Paper No. 97, *The OECD Green Model: an Updated Overview*, by Hiro Lee, Joaquim Oliveira-Martins and Dominique van der Mensbrugghe, August 1994.

Working Paper No. 98, *Pension Funds, Capital Controls and Macroeconomic Stability*, by Helmut Reisen and John Williamson, August 1994.

Working Paper No. 99, *Trade and Pollution Linkages: Piecemeal Reform and Optimal Intervention*, by John Beghin, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, October 1994.

Working Paper No. 100, *International Initiatives in Biotechnology for Developing Country Agriculture: Promises and Problems*, by Carliene Brenner and John Komen, October 1994.

Working Paper No. 101, *Input-based Pollution Estimates for Environmental Assessment in Developing Countries*, by Sébastien Dessus, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, October 1994.

Working Paper No. 102, *Transitional Problems from Reform to Growth: Safety Nets and Financial Efficiency in the Adjusting Egyptian Economy*, by Mahmoud Abdel-Fadil, December 1994.

Working Paper No. 103, *Biotechnology and Sustainable Agriculture: Lessons from India*, by Ghayur Alam, December 1994.

Working Paper No. 104, *Crop Biotechnology and Sustainability: a Case Study of Colombia*, by Luis R. Sanint, January 1995.

Working Paper No. 105, *Biotechnology and Sustainable Agriculture: the Case of Mexico*, by José Luis Solleiro Rebolledo, January 1995.

Working Paper No. 106, *Empirical Specifications for a General Equilibrium Analysis of Labor Market Policies and Adjustments*, by Andréa Maechler and David Roland-Holst, May 1995.

Document de travail No. 107, *Les Migrants, partenaires de la coopération internationale : le cas des Maliens de France*, par Christophe Daum, juillet 1995.

Document de travail No. 108, *Ouverture et croissance industrielle en Chine : étude empirique sur un échantillon de villes*, par Sylvie Démurger, septembre 1995.

Working Paper No. 109, *Biotechnology and Sustainable Crop Production in Zimbabwe*, by John J. Woodend, December 1995.

Document de travail No. 110, *Politiques de l'environnement et libéralisation des échanges au Costa Rica : une vue d'ensemble*, par Sébastien Dessus et Maurizio Bussolo, février 1996.

Working Paper No. 111, *Grow Now/Clean Later, or the Pursuit of Sustainable Development?*, by David O'Connor, March 1996.

Working Paper No. 112, *Economic Transition and Trade-Policy Reform: Lessons from China*, by Kiichiro Fukasaku and Henri-Bernard Solignac Lecomte, July 1996.

Working Paper No. 113, *Chinese Outward Investment in Hong Kong: Trends, Prospects and Policy Implications*, by Yun-Wing Sung, July 1996.

Working Paper No. 114, *Vertical Intra-industry Trade between China and OECD Countries*, by Lisbeth Hellvin, July 1996.

Document de travail No. 115, *Le Rôle du capital public dans la croissance des pays en développement au cours des années 80*, par Sébastien Dessus et Rémy Herrera, juillet 1996.

Working Paper No. 116, *General Equilibrium Modelling of Trade and the Environment*, by John Beghin, Sébastien Dessus, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, September 1996.

Working Paper No. 117, *Labour Market Aspects of State Enterprise Reform in Viet Nam*, by David O'Connor, September 1996.

Document de travail No. 118, *Croissance et compétitivité de l'industrie manufacturière au Sénégal*, par Thierry Latreille et Aristomène Varoudakis, octobre 1996.

Working Paper No. 119, *Evidence on Trade and Wages in the Developing World*, by Donald J. Robbins, December 1996.

Working Paper No. 120, *Liberalising Foreign Investments by Pension Funds: Positive and Normative Aspects*, by Helmut Reisen, January 1997.

Document de travail No. 121, *Capital Humain, ouverture extérieure et croissance : estimation sur données de panel d'un modèle à coefficients variables*, par Jean-Claude Berthélemy, Sébastien Dessus et Aristomène Varoudakis, janvier 1997.

Working Paper No. 122, *Corruption: The Issues*, by Andrew W. Goudie and David Stasavage, January 1997.

Working Paper No. 123, *Outflows of Capital from China*, by David Wall, March 1997.

Working Paper No. 124, *Emerging Market Risk and Sovereign Credit Ratings*, by Guillermo Larraín, Helmut Reisen and Julia von Maltzan, April 1997.

Working Paper No. 125, *Urban Credit Co-operatives in China*, by Eric Girardin and Xie Ping, August 1997.

Working Paper No. 126, *Fiscal Alternatives of Moving from Unfunded to Funded Pensions*, by Robert Holzmann, August 1997.

Working Paper No. 127, *Trade Strategies for the Southern Mediterranean*, by Peter A. Petri, December 1997.

Working Paper No. 128, *The Case of Missing Foreign Investment in the Southern Mediterranean*, by Peter A. Petri, December 1997.

- Working Paper No. 129, *Economic Reform in Egypt in a Changing Global Economy*, by Joseph Licari, December 1997.
- Working Paper No. 130, *Do Funded Pensions Contribute to Higher Aggregate Savings? A Cross-Country Analysis*, by Jeanine Bailliu and Helmut Reisen, December 1997.
- Working Paper No. 131, *Long-run Growth Trends and Convergence Across Indian States*, by Rayaprolu Nagaraj, Aristomène Varoudakis and Marie-Ange Véganzonès, January 1998.
- Working Paper No. 132, *Sustainable and Excessive Current Account Deficits*, by Helmut Reisen, February 1998.
- Working Paper No. 133, *Intellectual Property Rights and Technology Transfer in Developing Country Agriculture: Rhetoric and Reality*, by Carliene Brenner, March 1998.
- Working Paper No. 134, *Exchange-rate Management and Manufactured Exports in Sub-Saharan Africa*, by Khalid Sekkat and Aristomène Varoudakis, March 1998.
- Working Paper No. 135, *Trade Integration with Europe, Export Diversification and Economic Growth in Egypt*, by Sébastien Dessus and Akiko Suwa-Eisenmann, June 1998.
- Working Paper No. 136, *Domestic Causes of Currency Crises: Policy Lessons for Crisis Avoidance*, by Helmut Reisen, June 1998.
- Working Paper No. 137, *A Simulation Model of Global Pension Investment*, by Landis MacKellar and Helmut Reisen, August 1998.
- Working Paper No. 138, *Determinants of Customs Fraud and Corruption: Evidence from Two African Countries*, by David Stasavage and Cécile Daubrée, August 1998.
- Working Paper No. 139, *State Infrastructure and Productive Performance in Indian Manufacturing*, by Arup Mitra, Aristomène Varoudakis and Marie-Ange Véganzonès, August 1998.
- Working Paper No. 140, *Rural Industrial Development in Viet Nam and China: A Study in Contrasts*, by David O'Connor, September 1998.
- Working Paper No. 141, *Labour Market Aspects of State Enterprise Reform in China*, by Fan Gang, Maria Rosa Lunati and David O'Connor, October 1998.
- Working Paper No. 142, *Fighting Extreme Poverty in Brazil: The Influence of Citizens' Action on Government Policies*, by Fernanda Lopes de Carvalho, November 1998.
- Working Paper No. 143, *How Bad Governance Impedes Poverty Alleviation in Bangladesh*, by Rehman Sobhan, November 1998.
- Document de travail No. 144, *La libéralisation de l'agriculture tunisienne et l'Union européenne: une vue prospective*, par Mohamed Abdelbasset Chemingui et Sébastien Dessus, février 1999.
- Working Paper No. 145, *Economic Policy Reform and Growth Prospects in Emerging African Economies*, by Patrick Guillaumont, Sylviane Guillaumont Jeanneney and Aristomène Varoudakis, March 1999.
- Working Paper No. 146, *Structural Policies for International Competitiveness in Manufacturing: The Case of Cameroon*, by Ludvig Söderling, March 1999.
- Working Paper No. 147, *China's Unfinished Open-Economy Reforms: Liberalisation of Services*, by Kiichiro Fukasaku, Yu Ma and Qiumei Yang, April 1999.
- Working Paper No. 148, *Boom and Bust and Sovereign Ratings*, by Helmut Reisen and Julia von Maltzan, June 1999.
- Working Paper No. 149, *Economic Opening and the Demand for Skills in Developing Countries: A Review of Theory and Evidence*, by David O'Connor and Maria Rosa Lunati, June 1999.
- Working Paper No. 150, *The Role of Capital Accumulation, Adjustment and Structural Change for Economic Take-off: Empirical Evidence from African Growth Episodes*, by Jean-Claude Berthélemy and Ludvig Söderling, July 1999.
- Working Paper No. 151, *Gender, Human Capital and Growth: Evidence from Six Latin American Countries*, by Donald J. Robbins, September 1999.
- Working Paper No. 152, *The Politics and Economics of Transition to an Open Market Economy in Viet Nam*, by James Riedel and William S. Turley, September 1999.
- Working Paper No. 153, *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: China*, by Wing Thye Woo, October 1999.
- Working Paper No. 154, *Infrastructure Development and Regulatory Reform in Sub-Saharan Africa: The Case of Air Transport*, by Andrea E. Goldstein, October 1999.
- Working Paper No. 155, *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: India*, by Ashok V. Desai, October 1999.
- Working Paper No. 156, *Climate Policy Without Tears: CGE-Based Ancillary Benefits Estimates for Chile*, by Sébastien Dessus and David O'Connor, November 1999.
- Document de travail No. 157, *Dépenses d'éducation, qualité de l'éducation et pauvreté : l'exemple de cinq pays d'Afrique francophone*, par Katharina Michaelowa, avril 2000.
- Document de travail No. 158, *Une estimation de la pauvreté en Afrique subsaharienne d'après les données anthropométriques*, par Christian Morriçon, Hélène Guilmeau et Charles Linskens, mai 2000.
- Working Paper No. 159, *Converging European Transitions*, by Jorge Braga de Macedo, July 2000.
- Working Paper No. 160, *Capital Flows and Growth in Developing Countries: Recent Empirical Evidence*, by Marcelo Soto, July 2000.
- Working Paper No. 161, *Global Capital Flows and the Environment in the 21st Century*, by David O'Connor, July 2000.
- Working Paper No. 162, *Financial Crises and International Architecture: A "Eurocentric" Perspective*, by Jorge Braga de Macedo, August 2000.
- Document de travail No. 163, *Résoudre le problème de la dette : de l'initiative PPTE à Cologne*, par Anne Joseph, août 2000.

- Working Paper No. 164, *E-Commerce for Development: Prospects and Policy Issues*, by Andrea Goldstein and David O'Connor, September 2000.
- Working Paper No. 165, *Negative Alchemy? Corruption and Composition of Capital Flows*, by Shang-Jin Wei, October 2000.
- Working Paper No. 166, *The HIPC Initiative: True and False Promises*, by Daniel Cohen, October 2000.
- Document de travail No. 167, *Les facteurs explicatifs de la malnutrition en Afrique subsaharienne*, par Christian Morrisson et Charles Linskens, octobre 2000.
- Working Paper No. 168, *Human Capital and Growth: A Synthesis Report*, by Christopher A. Pissarides, November 2000.
- Working Paper No. 169, *Obstacles to Expanding Intra-African Trade*, by Roberto Longo and Khalid Sekkat, March 2001.
- Working Paper No. 170, *Regional Integration In West Africa*, by Ernest Aryeetey, March 2001.
- Working Paper No. 171, *Regional Integration Experience in the Eastern African Region*, by Andrea Goldstein and Njuguna S. Ndung'u, March 2001.
- Working Paper No. 172, *Integration and Co-operation in Southern Africa*, by Carolyn Jenkins, March 2001.
- Working Paper No. 173, *FDI in Sub-Saharan Africa*, by Ludger Odenthal, March 2001
- Document de travail No. 174, *La réforme des télécommunications en Afrique subsaharienne*, par Patrick Plane, mars 2001.
- Working Paper No. 175, *Fighting Corruption in Customs Administration: What Can We Learn from Recent Experiences?*, by Irène Hors; April 2001.
- Working Paper No. 176, *Globalisation and Transformation: Illusions and Reality*, by Grzegorz W. Kolodko, May 2001.
- Working Paper No. 177, *External Solvency, Dollarisation and Investment Grade: Towards a Virtuous Circle?*, by Martin Grandes, June 2001.
- Document de travail No. 178, *Congo 1965-1999: Les espoirs déçus du « Brésil africain »*, par Joseph Maton avec Henri-Bernard Solignac Lecomte, septembre 2001.
- Working Paper No. 179, *Growth and Human Capital: Good Data, Good Results*, by Daniel Cohen and Marcelo Soto, September 2001.
- Working Paper No. 180, *Corporate Governance and National Development*, by Charles P. Oman, October 2001.
- Working Paper No. 181, *How Globalisation Improves Governance*, by Federico Bonaglia, Jorge Braga de Macedo and Maurizio Bussolo, November 2001.
- Working Paper No. 182, *Clearing the Air in India: The Economics of Climate Policy with Ancillary Benefits*, by Maurizio Bussolo and David O'Connor, November 2001.
- Working Paper No. 183, *Globalisation, Poverty and Inequality in sub-Saharan Africa: A Political Economy Appraisal*, by Yvonne M. Tsikata, December 2001.
- Working Paper No. 184, *Distribution and Growth in Latin America in an Era of Structural Reform: The Impact of Globalisation*, by Samuel A. Morley, December 2001.
- Working Paper No. 185, *Globalisation, Liberalisation, Poverty and Income Inequality in Southeast Asia*, by K.S. Jomo, December 2001.
- Working Paper No. 186, *Globalisation, Growth and Income Inequality: The African Experience*, by Steve Kayizzi-Mugerwa, December 2001.
- Working Paper No. 187, *The Social Impact of Globalisation in Southeast Asia*, by Mari Pangestu, December 2001.
- Working Paper No. 188, *Where Does Inequality Come From? Ideas and Implications for Latin America*, by James A. Robinson, December 2001.
- Working Paper No. 189, *Policies and Institutions for E-Commerce Readiness: What Can Developing Countries Learn from OECD Experience?*, by Paulo Bastos Tigre and David O'Connor, April 2002.
- Document de travail No. 190, *La réforme du secteur financier en Afrique*, par Anne Joseph, juillet 2002.
- Working Paper No. 191, *Virtuous Circles? Human Capital Formation, Economic Development and the Multinational Enterprise*, by Ethan B. Kapstein, August 2002.
- Working Paper No. 192, *Skill Upgrading in Developing Countries: Has Inward Foreign Direct Investment Played a Role?*, by Matthew J. Slaughter, August 2002.
- Working Paper No. 193, *Government Policies for Inward Foreign Direct Investment in Developing Countries: Implications for Human Capital Formation and Income Inequality*, by Dirk Willem te Velde, August 2002.
- Working Paper No. 194, *Foreign Direct Investment and Intellectual Capital Formation in Southeast Asia*, by Bryan K. Ritchie, August 2002.
- Working Paper No. 195, *FDI and Human Capital: A Research Agenda*, by Magnus Blomström and Ari Kokko, August 2002.
- Working Paper No. 196, *Knowledge Diffusion from Multinational Enterprises: The Role of Domestic and Foreign Knowledge-Enhancing Activities*, by Yasuyuki Todo and Koji Miyamoto, August 2002.
- Working Paper No. 197, *Why Are Some Countries So Poor? Another Look at the Evidence and a Message of Hope*, by Daniel Cohen and Marcelo Soto, October 2002.
- Working Paper No. 198, *Choice of an Exchange-Rate Arrangement, Institutional Setting and Inflation: Empirical Evidence from Latin America*, by Andreas Freytag, October 2002.
- Working Paper No. 199, *Will Basel II Affect International Capital Flows to Emerging Markets?*, by Beatrice Weder and Michael Wedow, October 2002.
- Working Paper No. 200, *Convergence and Divergence of Sovereign Bond Spreads: Lessons from Latin America*, by Martin Grandes, October 2002.
- Working Paper No. 201, *Prospects for Emerging-Market Flows amid Investor Concerns about Corporate Governance*, by Helmut Reisen, November 2002.

- Working Paper No. 202, *Rediscovering Education in Growth Regressions*, by Marcelo Soto, November 2002.
- Working Paper No. 203, *Incentive Bidding for Mobile Investment: Economic Consequences and Potential Responses*, by Andrew Charlton, January 2003.
- Working Paper No. 204, *Health Insurance for the Poor? Determinants of participation Community-Based Health Insurance Schemes in Rural Senegal*, by Johannes Jütting, January 2003.
- Working Paper No. 205, *China's Software Industry and its Implications for India*, by Ted Tschang, February 2003.
- Working Paper No. 206, *Agricultural and Human Health Impacts of Climate Policy in China: A General Equilibrium Analysis with Special Reference to Guangdong*, by David O'Connor, Fan Zhai, Kristin Aunan, Terje Berntsen and Haakon Vennemo, March 2003.
- Working Paper No. 207, *India's Information Technology Sector: What Contribution to Broader Economic Development?*, by Nirvikar Singh, March 2003.
- Working Paper No. 208, *Public Procurement: Lessons from Kenya, Tanzania and Uganda*, by Walter Odhiambo and Paul Kamau, March 2003.
- Working Paper No. 209, *Export Diversification in Low-Income Countries: An International Challenge after Doha*, by Federico Bonaglia and Kiichiro Fukasaku, June 2003.
- Working Paper No. 210, *Institutions and Development: A Critical Review*, by Johannes Jütting, July 2003.
- Working Paper No. 211, *Human Capital Formation and Foreign Direct Investment in Developing Countries*, by Koji Miyamoto, July 2003.
- Working Paper No. 212, *Central Asia since 1991: The Experience of the New Independent States*, by Richard Pomfret, July 2003.
- Working Paper No. 213, *A Multi-Region Social Accounting Matrix (1995) and Regional Environmental General Equilibrium Model for India (REGEMI)*, by Maurizio Bussolo, Mohamed Chemingui and David O'Connor, November 2003.
- Working Paper No. 214, *Ratings Since the Asian Crisis*, by Helmut Reisen, November 2003.
- Working Paper No. 215, *Development Redux: Reflections for a New Paradigm*, by Jorge Braga de Macedo, November 2003.
- Working Paper No. 216, *The Political Economy of Regulatory Reform: Telecoms in the Southern Mediterranean*, by Andrea Goldstein, November 2003.
- Working Paper No. 217, *The Impact of Education on Fertility and Child Mortality: Do Fathers Really Matter Less than Mothers?*, by Lucia Breierova and Esther Duflo, November 2003.
- Working Paper No. 218, *Float in Order to Fix? Lessons from Emerging Markets for EU Accession Countries*, by Jorge Braga de Macedo and Helmut Reisen, November 2003.
- Working Paper No. 219, *Globalisation in Developing Countries: The Role of Transaction Costs in Explaining Economic Performance in India*, by Maurizio Bussolo and John Whalley, November 2003.
- Working Paper No. 220, *Poverty Reduction Strategies in a Budget-Constrained Economy: The Case of Ghana*, by Maurizio Bussolo and Jeffery I. Round, November 2003.
- Working Paper No. 221, *Public-Private Partnerships in Development: Three Applications in Timor Leste*, by José Braz, November 2003.
- Working Paper No. 222, *Public Opinion Research, Global Education and Development Co-operation Reform: In Search of a Virtuous Circle*, by Ida Mc Donnell, Henri-Bernard Solignac Lecomte and Liam Wegimont, November 2003.
- Working Paper No. 223, *Building Capacity to Trade: What Are the Priorities?*, by Henry-Bernard Solignac Lecomte, November 2003.
- Working Paper No. 224, *Of Flying Geeks and O-Rings: Locating Software and IT Services in India's Economic Development*, by David O'Connor, November 2003.
- Document de travail No. 225, *Cap Vert: Gouvernance et Développement*, par Jaime Lourenço and Colm Foy, novembre 2003.
- Working Paper No. 226, *Globalisation and Poverty Changes in Colombia*, by Maurizio Bussolo and Jann Lay, November 2003.
- Working Paper No. 227, *The Composite Indicator of Economic Activity in Mozambique (ICAE): Filling in the Knowledge Gaps to Enhance Public-Private Partnership (PPP)*, by Roberto J. Tibana, November 2003.
- Working Paper No. 228, *Economic-Reconstruction in Post-Conflict Transitions: Lessons for the Democratic Republic of Congo (DRC)*, by Graciana del Castillo, November 2003.
- Working Paper No. 229, *Providing Low-Cost Information Technology Access to Rural Communities In Developing Countries: What Works? What Pays?* by Georg Caspary and David O'Connor, November 2003.
- Working Paper No. 230, *The Currency Premium and Local-Currency Denominated Debt Costs in South Africa*, by Martin Grandes, Marcel Peter and Nicolas Pinaud, December 2003.
- Working Paper No. 231, *Macroeconomic Convergence in Southern Africa: The Rand Zone Experience*, by Martin Grandes, December 2003.
- Working Paper No. 232, *Financing Global and Regional Public Goods through ODA: Analysis and Evidence from the OECD Creditor Reporting System*, by Helmut Reisen, Marcelo Soto and Thomas Weithöner, January 2004.
- Working Paper No. 233, *Land, Violent Conflict and Development*, by Nicolas Pons-Vignon and Henri-Bernard Solignac Lecomte, February 2004.
- Working Paper No. 234, *The Impact of Social Institutions on the Economic Role of Women in Developing Countries*, by Christian Morrisson and Johannes Jütting, May 2004.
- Document de travail No. 235, *La condition des femmes en Inde, Kenya, Soudan et Tunisie*, par Christian Morrisson, août 2004.
- Working Paper No. 236, *Decentralisation and Poverty in Developing Countries: Exploring the Impact*, by Johannes Jütting, Céline Kauffmann, Ida Mc Donnell, Holger Osterrieder, Nicolas Pinaud and Lucia Wegner, August 2004.
- Working Paper No. 237, *Natural Disasters and Adaptive Capacity*, by Jeff Dayton-Johnson, August 2004.

Working Paper No. 238, *Public Opinion Polling and the Millennium Development Goals*, by Jude Fransman, Alphonse L. MacDonnald, Ida Mc Donnell and Nicolas Pons-Vignon, October 2004.

Working Paper No. 239, *Overcoming Barriers to Competitiveness*, by Orsetta Causa and Daniel Cohen, December 2004.

Working Paper No. 240, *Extending Insurance? Funeral Associations in Ethiopia and Tanzania*, by Stefan Dercon, Tessa Bold, Joachim De Weerd and Alula Pankhurst, December 2004.

Working Paper No. 241, *Macroeconomic Policies: New Issues of Interdependence*, by Helmut Reisen, Martin Grandes and Nicolas Pinaud, January 2005.

Working Paper No. 242, *Institutional Change and its Impact on the Poor and Excluded: The Indian Decentralisation Experience*, by D. Narayana, January 2005.

Working Paper No. 243, *Impact of Changes in Social Institutions on Income Inequality in China*, by Hiroko Uchimura, May 2005.

Working Paper No. 244, *Priorities in Global Assistance for Health, AIDS and Population (HAP)*, by Landis MacKellar, June 2005.

Working Paper No. 245, *Trade and Structural Adjustment Policies in Selected Developing Countries*, by Jens Andersson, Federico Bonaglia, Kiichiro Fukasaku and Caroline Lesser, July 2005.

Working Paper No. 246, *Economic Growth and Poverty Reduction: Measurement and Policy Issues*, by Stephan Klasen, (September 2005).

Working Paper No. 247, *Measuring Gender (In)Equality: Introducing the Gender, Institutions and Development Data Base (GID)*, by Johannes P. Jütting, Christian Morrisson, Jeff Dayton-Johnson and Denis Drechsler (March 2006).

Working Paper No. 248, *Institutional Bottlenecks for Agricultural Development: A Stock-Taking Exercise Based on Evidence from Sub-Saharan Africa* by Juan R. de Laiglesia, March 2006.

Working Paper No. 249, *Migration Policy and its Interactions with Aid, Trade and Foreign Direct Investment Policies: A Background Paper*, by Theodora Xenogiani, June 2006.

Working Paper No. 250, *Effects of Migration on Sending Countries: What Do We Know?* by Louka T. Katseli, Robert E.B. Lucas and Theodora Xengiani, June 2006.